

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE D'ESCRIME

LES ALGÉRIENS SE DISTINGUENT À CASA

Page 16

VERS LA FIN DU MOIS
DE JUILLET

**MOHAMED
BEN SALMANE
ATTENDU EN
ALGÉRIE**

Page 3

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4531 | Lundi 20 juin 2022 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

VOLS FRANCE - ALGÉRIE

**TUI FLY
LANCE 2
NOUVELLES
DESSERTES**

Page 16

FEUX DE FORÊT

UN ÉTÉ SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Page 3



PRIX DU MOUTON



LES RAISONS DE LA FLAMBÉE

Page 5

■ AFFAIRE DE CORRUPTION

**HADDAD ET GHOUL
DE NOUVEAU DEVANT
LA JUSTICE**

Page 5

■ MÉDICAMENTS

**LES DÉFIS
DE L'INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE**

Page 5

■ INSTALLÉ EN FRANCE

**UN MÉDECIN ALGÉRIEN
RACONTE SON DÉSESPOIR**

Page 16



3

*stations de
dessalement d'eau de
mer mises en chantier
par Sonatrach.*

58

*plages autorisées
à la baignade cette
saison à Alger.*

479

*blessés déplorés
en une semaine dans
des accidents de
la route.*

Novo Nordisk appelée à respecter l'approvisionnement en insulines

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique a appelé la direction de Novo Nordisk à respecter ses engagements pour l'approvisionnement "continu" du marché en insulines. Cet appel a été lancé lors d'une audience accordée à l'ambassadrice du royaume du Danemark, Vanessa Vega Saenz, accompagnée d'Andrezej Popkowski et Laos Bo Smidt, respectivement vice-président senior et vice-président d'entreprise de la région Europe du Sud et de l'Est, du Moyen Orient et d'Afrique de Novo Nordisk, en présence des représentants de la direction Algérie, de la P-dg de Saïdal et des cadres du ministère. Le ministre a appelé la direction de Novo Nordisk à "respecter ses engagements pour l'approvisionnement continu du marché des insulines conformément aux programmes d'importation délivrés et au calendrier de livraison arrêté et de réduire les délais pour la mise en place de plateforme de production et d'exportation de l'insuline après signature de la joint-venture". Saïdal a confirmé qu'une réunion du comité de pilotage du projet de joint-venture à lever les principales réserves.



Les restaurants du village méditerranéen opérationnels



Les trois restaurants du village méditerranéen sis dans la commune de Bir el-Djir sont opérationnels depuis vendredi, et ce, avant une semaine du coup d'envoi de la 19^e édition des Jeux méditerranéens que va abriter la ville d'Oran à partir du 25 juin. Le commissaire des JM, Mohamed-Aziz Derouaz, a procédé à l'ouverture officielle des trois restaurants. Il était accompagné des ministres de l'Énergie, Mohamed Arkab, des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, et de la Culture, Soraya Mouloudji, ainsi que du wali d'Oran, Saïd Sayoud. Le village méditerranéen sera, dans les jours à venir, le quartier général des délégations sportives concernées par les JM d'Oran représentant pas moins de 26 pays. Plus de 5.000 personnes, entre sportifs et accompagnateurs sont attendus pour l'occasion. Seuls les sportifs de trois disciplines (voile, handball féminin et football) ne seront pas hébergés au niveau du village méditerranéen dont la capacité d'accueil avoisine les 4.300 lits.

Ouverture de l'école coranique pour l'été 2022

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a présidé jeudi à Dar el-Coran Ahmed-Sahnoun l'ouverture de l'école coranique d'été de 2022. Belmehdi a précisé en marge d'une session régionale consacrée à l'école coranique d'été que "cette nouvelle saison est marquée par une forte affluence avec l'enregistrement d'un grand nombre d'inscrits au niveau de ces structures religieuses", soulignant que "compte tenu de la demande croissante des inscriptions dans les écoles coraniques enregistrée à cette période de l'année, il est possible d'ouvrir les mosquées pour l'organisation de cycles et de classes d'apprentissage du Saint Coran pour répondre à cette demande". L'Algérie a toujours été au service du Saint Coran par la mobilisation de tous les moyens disponibles. Tous les efforts consentis au service de l'enseignement coranique et au Livre sacré d'Allah s'inscrivent dans le cadre du plan d'action du gouvernement adopté



Laïd Rebiga

"Par son acte héroïque, le chahid Ahmed Zabana a insufflé le sens du sacrifice dans le cœur du peuple algérien dont les hommes et les femmes ont poursuivi la lutte jusqu'à l'indépendance et le recouvrement de la souveraineté nationale."



De retour de vacances, un couple trouve un squatter dans son lit

Un couple de Nantais a eu la surprise de trouver un squatter dans son lit. Réveillé en sursaut l'intrus parvient à prendre la fuite avec ses affaires mais oublie son téléphone portable. Le squatter vivait dans l'appartement voisin, loué par une amie. Le jeune homme a découvert qu'une simple porte séparait le studio de son amie et l'appartement. Il a fracturé la porte séparant les deux logements pour agrandir sa surface habitable.

Les gendarmes interviennent, pour un épisode de... Louis la Brocante

C'est une histoire quelque peu insolite : le téléphone retentit au centre d'appels d'urgences de la gendarmerie, au bout du fil, une discussion virulente entre un couple à propos d'un possible divorce. Les gendarmes interviennent. À leur arrivée sur les lieux, une maison de retraite, Ce qui semblait être une dispute conjugale était en fait... un épisode de Louis la brocante. T Croyant prendre sa télécommande pour changer de chaîne et regarder la - 17 -, le retraité avait, en fait, composé ces chiffres, non pas sur la télécommande, mais sur son téléphone.

FEUX DE FORÊT

Un été sous haute surveillance

Avant même le début de l'été, qui ne commence que le 21 juin, l'Algérie enregistre les premiers feux de forêt dévastateurs, avec deux morts à Skikda.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

D'où l'interrogation sur la préparation des services concernés à faire face à d'éventuels incendie de grande ampleur.

Le changement climatique et sans doute des défaillances dans la prévention et les méthodes de lutte font que de plus en plus de feux ravagent les forêts algériennes, ou ce qui en reste, chaque année. L'année 2021 a été la plus désastreuse avec des incendies qui ont ravagé des régions entières du pays.

Début juillet 2021, des incendies simultanés avaient frappé les régions de Aïn-Mimoun, Chelia et Bouhmama, dans la wilaya de Khenchela. Pendant près de deux semaines, les feux avaient tout ravagé, brousses, forêts et vergers.

Au total, 2.600 hectares sont partis en fumée, dans une partie des vergers de pommiers qui font la réputation de Bouhmama. Les dégâts auraient été peut-être plus considérables sans les jeunes de la région qui ont prêté main forte aux éléments de la Protection civile. Des volontaires étaient venus de tous les Aurès, des wilayas limitrophes et de toutes les régions du pays.

Toute l'Algérie retient ce bel épisode de solidarité, mais la suite sera plus dramatique. En août, des dizaines d'incendies simultanés se déclarent en Kabylie.

La wilaya de Tizi-Ouzou est la plus durement touchée, notamment les localités de la Haute-Kabylie à très forte densité démographique. On parle de 25.000 hectares de broussailles et de forêts partis en fumée.

Les feux ont atteint les villages et le bilan humain est très lourd. Selon diverses sources, au moins 200 personnes ont trouvé la mort, parmi lesquelles des militaires.

Là aussi, toute l'Algérie a accouru pour secourir la population touchée et participer à l'effort de lutte contre les incendies. Cet épisode a été marqué par la mort dramatique de Djamel Bensmail, venu pour aider mais pris par la foule pour un pyromane. Ce meurtre avait failli plonger l'Algérie dans l'irréparable. Même si des responsables à tous les niveaux ont déclaré que les incendies étaient d'origine criminelle, cela ne signifie pas que l'éventualité de leur réédition, en Kabylie ou



d'autres régions, était écartée. L'Algérie était devant une épreuve qu'elle n'avait pas connue auparavant et il fallait en tirer des leçons pour l'avenir.

Les hydravions efficaces, mais insuffisants

La première, et la plus évidente sans doute, est qu'il ne faut plus attendre qu'un incendie se déclenche pour chercher les moyens pour l'éteindre.

Alors que la Kabylie brûlait, les pays européens qui disposent d'avions bombardiers d'eau n'ont pas pu les mettre à la disposition de l'Algérie car ils étaient en mission dans d'autres pays du pourtour méditerranéen qui faisaient face également à de gigantesques incendies. La France enverra quelques avions, mais c'était presque après coup.

Les incendies n'étaient pas totalement éteints lorsqu'on a commencé à évoquer l'acquisition d'avions bombardiers d'eau. Dès la mi-août, le ministère de la Défense nationale a annoncé avoir passé commande auprès de la Russie pour l'acquisition de 4 bombardiers neufs de type Beriev B-200. Ces avions ne sont toujours pas livrés et le président de la République a mis à profit sa présence la semaine passée au pavillon des États-Unis à la foire internationale d'Alger, pour exprimer le besoin "urgent" d'acquérir des avions bombardiers d'eau américains. "C'est urgent, l'acquisition peut se conclure sur-le-champ", a indiqué Abdelmadjid Tebboune à ses interlocuteurs au stand du constructeur américain

Lockheed Martin.

Abdelmadjid Tebboune a évoqué une urgence car les premiers incendies sont déjà enregistrés et nul ne sait de quoi sera fait l'été. A Skikda, des feux gigantesques ont fait 2 morts et un bombardier russe a été affrété pour participer à l'effort de leur extinction. L'avion a effectué ses premières opérations ce week-end.

Sans doute que les Beriev B-200 commandés à la Russie ou ceux sollicités auprès des États-Unis finiront par arriver, cet été ou après, mais est-ce pour autant la solution miracle contre les feux de forêt ? Ils ne doivent en tout cas pas faire oublier aux autorités concernées leur mission essentielle de prévention, de sensibilisation et d'organisation des moyens d'intervention existants. L'hydravion n'est qu'un moyen de lutte supplémentaire, certes efficace, mais insuffisant, puisque quasiment tous les pays du sud de l'Europe qui en disposent connaissent régulièrement des incendies ravageurs. Surtout, le bombardier d'eau est inopérant dans certaines zones en Algérie, comme celles à forte densité de population, comme il a été expliqué l'année passée lors des incendies de Kabylie.

Le gros du travail doit se faire en amont, en menant des campagnes de sensibilisation contre certains comportements dangereux et une prévention permanente par des actions de défrichage et d'ouverture de pistes et le renforcement de la surveillance. Les moyens de la Protection civile doivent aussi être renforcés et réorganisés pour optimiser leur utilisation et leur effi-

cacité afin de faire face à cette menace qui pèse sérieusement sur l'Algérie, comme l'ont montré ceux de l'été 2021.

Les incendies menacent non seulement le couvert végétal, la faune mais aussi et surtout les populations. La lutte contre les incendies de forêt n'est pas une action ponctuelle, mais un travail continu de tous les jours.

R. R.

ATTENDU POUR FIN JUILLET

Mohamed Ben Salmane en Algérie

Mohamed Ben Salmane, le prince héritier saoudien, dit MBS, va entamer lundi 20 juin une tournée en Égypte, en Jordanie et en Turquie, avant de visiter d'autres pays dont l'Algérie fin juillet.

Un responsable saoudien, qui a requis l'anonymat, a indiqué à l'Agence France Presse (AFP) que MBS est attendu en Grèce, à Chypre et en Algérie "vers la fin du mois de juillet". Le gouvernement saoudien n'a pas confirmé cette tournée du prince héritier.

L'Algérie s'apprête à accueillir le sommet de la Ligue arabe le 1er novembre prochain, et le soutien de l'Arabie saoudite est essentiel pour sa réussite alors que le monde arabe est fortement divisé avec notamment la rupture des relations entre Alger et Rabat, la situation en Libye et la guerre au Yémen.

Le 19 mai, en visite à Alger, le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Fayçal Ben Farhan Ben Abdallah Al Saoud avait qualifié les relations entre l'Algérie et l'Arabie saoudite de "jalon essentiel" de l'action arabe commune.

Il a remercié l'Algérie pour son soutien à la candidature de son pays pour accueillir l'exposition universelle Expo 2030 à Riyad et exprimé à son tour l'appui de l'Arabie saoudite à "l'aspiration de l'Algérie à un siège au Conseil de sécurité", selon le compte rendu de l'agence officielle APS.

L'Algérie a dénoncé régulièrement ces derniers mois les attaques des Houthis contre l'Arabie saoudite qui est empêtrée avec une coalition arabe dans la guerre au Yémen.

Le gouvernement met en place un numéro vert

Le ministère de l'Agriculture et du développement rural a annoncé, hier dans un communiqué, la mise en service d'un numéro vert pour signaler tout danger ou dépassement dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les feux de forêt. "Dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les feux de forêt, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural porte à la connaissance de l'ensem-

ble des citoyens, de la mise en service d'un numéro vert au niveau de la direction générale des forêts (DGF) le 10 70", souligne la même source.

Le ministère a expliqué que les citoyens peuvent joindre ce numéro, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, pour "signaler tout danger ou dépassement qui pourrait, à cause d'un départ de feu, menacer l'intégrité de nos forêts".

Cette alerte citoyenne, ajoute le document, vise à "faciliter les opérations d'urgence pour la maîtrise de tout départ de feu grâce à l'alerte précoce et l'efficacité de la première intervention, avec le concours de l'ensemble des citoyens et de la société civile, et en particulier les riverains (habitants dans les zones à proximité des forêts)".

R. N.

AÉROPORT D'ALGER

De nouvelles mesures pour renforcer la sécurité

L'aéroport d'Alger a enregistré un nombre incalculable d'incidents qui ont causé du tort à sa crédibilité, notamment en matière de sécurité. Ce qui a poussé les autorités compétentes à prendre de nouvelles décisions.

Le ministre des Transports a procédé, le 18 juin 2022, à l'installation du nouveau P-dg d'Air Algérie et de celui de l'aéroport d'Alger. Abdallah Moundji a insisté sur le mécontentement des voyageurs concernat certains services, notamment ceux ayant trait à la manutention des bagages. Mais pas que, le ministre des Transports a également évoqué la question de la sécurité au sein de l'aéroport Houari-Boumediene, mais également la gestion des voyageurs et de leurs bagages. Ainsi, Moundji a invité le nouveau P-dg à renforcer les performances des postes de contrôle, mais également de veiller à la sécurité des voyageurs et de leurs bagages. Ainsi, le nouveau P-dg de l'aéroport d'Alger, Mohamed-Layache Akacem, est tenu d'instaurer une nouvelle organisation et de nouvelles mesures permettant de limiter les temps d'attente. Des mesures permettant de contrôler et de recevoir les bagages dans des délais raisonnables. Concernant la gestion du personnel de l'aéroport, Moundji a instruit son P-dg de mettre en place une nouvelle réorganisation de manière à permettre à l'aéroport de fonctionner de manière permanente, tout en répondant aux différents besoins des passagers et en assurant leur sécurité. Le secteur aérien a connu une suite de décisions en ce samedi 18 juin dernier. En effet, le ministre des Transports a également assuré l'installation officielle de Yacine Benslimane à la tête d'Air Algérie. Dans une intervention dans la chaîne nationale, ce dernier a énuméré quelques-unes des missions qui lui ont été confiées. Cela concerne notamment, la révision de l'organisation interne du transporteur aérien national, mais également le renforcement de la flotte de celui-ci, en réponse aux instructions du président Tebboune.

DON DE SANG

La DGSN lance une campagne nationale

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a lancé, hier à Alger, une campagne nationale de don de sang qui se tient du 19 au 21 juin à travers l'ensemble des structures médicales de la Sûreté nationale, et ce en collaboration avec l'Agence nationale de sang (ANS). "Cette campagne touche tous les éléments de la Sûreté nationale à travers les 58 wilayas et permet à chaque fonctionnaire de contribuer au renforcement des banques de sang qui se trouvent au niveau des structures de la santé publique, et ce en solidarité avec les malades", a déclaré le sous-directeur de la santé à la DGSN, Djilali Djani, lors du lancement de la deuxième phase de la campagne nationale de don de sang qui s'est déroulée au niveau du centre médico-social, Omar Haraigue. De son côté, Dr Kenifed Hafida, responsable du pavillon des urgences médico-chirurgicales de la clinique Les Glycines, a affirmé que pour réussir cette campagne organisée par la DGSN à travers toutes ses structures médicales, "tous les moyens médicaux et paramédicaux ont été mis en place pour faciliter l'opération". Ainsi, le directeur de l'administration générale au sein de l'ANS, Houma Samir, a estimé, quant à lui, que cette campagne "permet de collecter un nombre considérable de pochettes de sang", en saluant à cette occasion la DGSN "pour cette contribution".

R. N.

DES PARLEMENTAIRES APPELLENT À SA RÉVISION

Les subventions sociales "profitent aux riches"

Des parlementaires ont appelé, à l'occasion d'une journée sur le thème, à réviser radicalement le système de subventions. Selon certaines révélations, des sommes faramineuses ont profité aux plus aisés alors que ce système est censé aider les couches défavorisées de la société.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Une fois de plus, le débat reprend cette fois avec une journée parlementaire où les langues se sont déliées sur les dysfonctionnements des subventions sociales. En effet, les députés du Front El Moustakbal ont tenu à dénoncer certaines pratiques telles que "le détournement des subventions, l'émergence du monopole sur certains produits subventions et la spéculation sur les prix qui ont aggravé la détérioration du pouvoir d'achat". Selon certains députés ayant participé à ce débat "il y a eu près de 15.000 milliards de centimes qui ont profité aux intermédiaires et aux spéculateurs alors que le système de subventions est censé soutenir les couches précaires de la société. Au lieu de cela, ce sont les plus aisés qui bénéficient au même titre que les pauvres des aides sociales de l'État" déplore un parlementaire. Il faut noter dans ce sens que "les montants accordés aux subventions sociales entre 2018 et 2021 sont passés de 3.900 à



Photo APS

5.300 milliards de dinars". Un budget énorme et dont seuls les produits alimentaires soutenus par l'État égalent 152 milliards de dinars. Ces chiffres illustrés par le directeur général du budget au sein du ministère des Finances Abdelaziz Faïd font que "les subventions ont profité de 7 fois aux intermédiaires qui n'avaient pas besoin de ces aides". D'où l'appel des députés à "la révision complète de ce système en lui consacrant plutôt une aide monétaire directe". Les intervenants ont tous souhaité "établir de nouveau mécanisme juridiques et logistiques pour la redistribution des aides sociales". Mais la bataille, selon eux, est dans "la détermination de

l'État à réduire la pression budgétaire sur le Trésor public et d'alléger la facture des charges de l'État". Ils ont également insisté sur le "rôle de la régulation et la transparence de ces aides qui doivent progressivement aboutir à des mécanismes plus souples en terme de compensation monétaire". Par ailleurs, l'une des recommandations des parlementaires est "de créer un organisme qui aura à veiller sur le transfert de ces aides sociales mais pas avant d'établir une numérisation de toutes les familles nécessiteuses à qui il revient de droit d'être soutenus financièrement".

F. A.

COLONEL FAROUK ACHOUR :

"40 % des accidents surviennent durant la saison estivale"

PAR RACIM NIDAL

"40 % des accidents sont survenus durant la saison estivale 2021", c'est ce qu'a dévoilé, hier, le colonel Farouk Achour, directeur de l'information et des statistiques à la direction générale de la Protection civile (DGPC).

Intervenant dans l'émission, l'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, le responsable indique que "la direction générale de la Protection civile a enregistré, durant l'été 2021, 42.000 interventions en matière d'accidents de la route, 20.000 en ce qui concerne les feux de forêt et 70.000 au niveau des plages."

Un bilan qualifié d'"énorme" par le colonel Farouk Achour, qui appelle, par la même occasion, les citoyens à être prudents. "Les accidents n'arri-

vent pas qu'aux autres ; il faut absolument être prudent", exhorte-t-il.

Revenant sur les incendies de forêt survenus l'année dernière, le colonel Farouk Achour signale que "sur les 100.000 hectares de dégâts, 93 % de feux ont été enregistrés dans 10 wilayas du pays, à savoir Tizi-Ouzou, Bejaïa, Khenchela, Guelma, El-Taref, Annaba, Jijel, Skikda, Aïn-Defla et Bouira." Pour parer à ces incendies, la direction générale de la Protection civile a élaboré un plan d'interventions urgentes, souligne le responsable. "Le déploiement des moyens a été bien réfléchi cette année. Cela nous permettra de répondre le plus rapidement possible à n'importe quel appel d'incendie."

Evoquant le phénomène des noyades qui ne cesse de prendre de l'ampleur, l'invité de la chaîne 3 fait savoir que "sur les 622 plages existantes, 427

sont autorisées à la baignade." Il appelle, ainsi la population, notamment les jeunes, à ne pas fréquenter les plages interdites qui "sont majoritairement rocheuses, donc dangereuses", affirmant que "les jeunes qui s'y aventurent finissent malheureusement handicapés, ou décèdent. La Protection civile a enregistré, l'année passée, 84 décès causés par les noyades. Ce sont malheureusement des enfants entre 6 et 17 ans", regrette le colonel Farouk Achour.

Enchaînant dans le même ordre d'idées, le colonel Achour affirme que les noyades ne concernent pas uniquement les plages, mais aussi les plans d'eau. "Durant les dernières 24 heures, nous avons enregistré deux décès dans des retenues collinaires", annonce-t-il, en lançant un appel de vigilance aux parents.

R. N.

PRIX DU MOUTON

Les raisons de la flambée

À l'approche de l'Aïd el-Adha, qui sera célébré, selon une association d'astronomie émiratie, le 9 juillet prochain, les regards des Algériens sont braqués sur le prix du mouton.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Alors que leur pouvoir d'achat ne cesse de s'éroder, le rituel du sacrifice sera, cette année, difficile à assumer pour de nombreuses familles algériennes en raison de la cherté du mouton.

Dans certains points de vente, le prix du mouton a atteint les 140.000 dinars. Pour Hazab Benchohra, secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), "bien qu'elle soit regrettable, cette flambée n'est pas surprenante".

"Pendant le Ramadhan, nous avons déjà relevé une importante hausse des prix de la viande rouge. Nous sommes dans la continuité de cette hausse", a-t-il dit hier dans une déclaration à TSA.

Un avis partagé par Mustapha Zebdi, le président de l'Association de protection du consommateur (Apoce).

"Cette flambée ne date pas d'aujourd'hui. Cela fait plusieurs mois qu'il y a une hausse importante du prix de la viande rouge. À l'approche de l'Aïd, vu que c'est un rituel important, des gens en profitent pour augmenter encore un peu plus les prix. Mais la hausse était déjà là. Maintenant, il faut œuvrer pour que cette hausse ne s'accroisse pas", a-t-il dit.

Pour expliquer cette flambée des prix du mouton, les deux intervenants pointent deux éléments : l'augmentation du prix de l'aliment de bétail et l'influence des inter-



médiaires de la filière qui "tirent les tarifs vers le haut".

"Les éleveurs ne se déplacent pas dans les grandes villes pour vendre. C'est à ce niveau que les intermédiaires interviennent. Il faut encourager les éleveurs, leur garantir toutes les commodités pour qu'ils puissent se déplacer et, ainsi, limiter l'action des intermédiaires et réduire leurs marges dans ce genre d'opérations commerciales", a développé M. Zebdi.

À ce sujet, le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens estime qu'il serait "temps de contrôler le commerce de l'aliment de bétail et surveiller les intermédiaires. Il faudrait mettre en place des coopératives appartenant à l'État. C'est à l'État de vendre l'aliment de bétail à des prix fixes". M. Benchora tient par ailleurs à souligner : "Il y a un cheptel très important dans le Sud, dans les pays voisins,

comme au Soudan. Mais on interdit à ce cheptel d'entrer en Algérie alors qu'il coûte trois fois moins cher que le nôtre. On ne comprend pas pourquoi. Si le cheptel entre en Algérie, les prix baisseront significativement. Mais cela ne servira pas les intérêts des intermédiaires et de certaines personnes...".

Le président de l'Association des commerçants et artisans (Anca), Hadj-Tahar Boulouar, a pour sa part estimé que "la sécheresse de ces derniers mois, l'absence de main d'œuvre, la multiplication d'abattoirs clandestins et le manque de moutons, notamment dans les wilayas du Nord ont causé la dernière flambée des prix du mouton". Si "on avait plus de têtes (de moutons) en Algérie et que le marché était inondé, les prix ne seraient pas aussi élevés. Nous avons encore un problème d'élevage dans le pays", a-t-il déploré.

C. A.

MÉDICAMENT

Les défis de l'industrie pharmaceutique

PAR IDIR AMMOUR

La préoccupation du gouvernement, ces dernières années, est de réduire au maximum les importations de médicaments qui ont fait exploser les dépenses du Trésor public. Mais cette réduction n'a pas été sans conséquences sur la disponibilité de certains produits de première nécessité. Pour remédier à cette situation, une nouvelle politique s'impose. Celle qui consiste à encourager la production locale et réduire ainsi l'importation. Cette dernière semble donner ses fruits et a permis de couvrir désormais un taux important des besoins du marché national, tout en contribuant à réduire drastiquement la facture d'importation des médicaments de 300 millions d'euros en 2020, et de 800 millions en 2021 selon le ministère de tutelle et surtout à assurer leur disponibilité aux citoyens, à des prix raisonnables. Un responsable d'un laboratoire algérien de production, en l'occurrence, le docteur Mohamed Chafik Mouzali, le confirme lors de son intervention à une rencontre sur la production et l'utilisation des remèdes génériques, affirmant que le taux d'utilisation de ces médicaments avoisine les 70 %, ce qui a permis de réduire la facture d'importation et d'assurer la disponibilité du produit, localement. Il qualifie l'Algérie de "pays leader en la matière,

grâce aux décisions prises par les pouvoirs publics". Le même responsable a mis l'accent sur l'intérêt accordé par les pouvoirs publics à cette industrie, qualifiant la volonté politique de "courageuse". Docteur Mozali a rappelé à l'occasion la première décision souveraine prise en 1997, qui a fait obligation aux multinationales d'investir en Algérie. Il a cité également la mise en place d'un cadre juridique régissant cette industrie naissante, outre la mesure prise en 2008 relative à l'interdiction d'importation de 800 médicaments fabriqués localement. Évoquant le rôle des laboratoires El-Kendi, le même intervenant a affirmé que

ces "laboratoires, qui activent dans le cadre d'un partenariat algéro-jordanien, se sont imposés en tant que leaders en la matière depuis plus d'une trentaine d'années, soit en 1989".

Concernant le dossier technique et administratif pour la fabrication des médicaments en Algérie, Dr Mohamed-Chafik Mouzali, a affirmé qu'il est soumis à des "mesures rigoureuses", ce qui a permis, selon lui, d'avoir des médicaments biosimilaires de qualité répondant aux normes fixées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les laboratoires mondiaux.

I. A.

BANQUE ET MARCHÉ NOIR

Taux de change du dinar

Hier dimanche 19 juin 2022, 1 euro s'échangeait contre 152,25 dinars à l'achat et 152,32 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie.

Sur le marché parallèle de change, l'unité de cette même monnaie s'échangeait toujours dans les environs de 213 dinars à l'achat et à 215 dinars à la vente. Le dollar américain sur le marché officiel de change reste dans les cotations de ce dimanche à 146,56 dinars à l'achat et

146,58 dinars à la vente. Sur le marché parallèle, il est proposé par les cambistes dans les environs de 203 dinars à l'achat et 205 dinars à la vente.

Pour ce qui est du taux de change de la livre sterling, un seul pound s'échange contre 177,07 dinars à l'achat et 177,15 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle, 1 pound s'échangeait contre 248 dinars à l'achat et 250 dinars à la vente.

AFFAIRE DE CORRUPTION

Haddad et Ghoul de nouveau devant la justice

La sixième chambre criminelle du Conseil judiciaire d'Alger a ouvert le dossier de l'affaire de corruption dans laquelle l'homme d'affaires et l'ancien président de FCE, Ali Haddad, est lié à l'accord pour achever les travaux du projet de dualisation de la route nationale d'Ain-Defla et de sa liaison au convertisseur autoroutier Est-Ouest.

Les anciens ministres des Transports et des Travaux publics, Ammar Ghoul et Abdelkader Ouali, sont aussi impliqués dans cette affaire. Mais aussi d'anciens directeurs des travaux publics, Khelifaoui Ali et Benchenane Mohamed Abdel Samad, ainsi que Berouak Slimane, le directeur général de la Société algérienne des travaux routiers, ainsi que d'autres prévenus.

L'affaire remonte à 2008, après que l'ancien ministre des Travaux publics, Ammar Ghoul, avait donné une instruction orale à l'ancien wali d'Ain-Defla, Abdelkader Kadi, et aux directeurs des travaux publics, pour démarrer les travaux du double-projet de route numéro 42, à une distance de 9 kilomètres dans la wilaya d'Ain-Defla. Il a été chargé par Ghoul d'accorder le projet au profit de l'ETRHB à son propriétaire de l'époque, Ali Haddad, après qu'il ait été précédemment affecté à la société algérienne de travaux routiers Altro à Skikda.

L'affaire a été reprogrammée devant le Conseil judiciaire d'Alger, après que les parties en cause aient fait appel des décisions rendues par le juge du pôle pénal spécialisé dans les affaires économiques et financières, près le tribunal de Sidi-M'hamed, qui a condamné les prévenus à des peines allant de 4 ans de prison à l'acquittement avec confiscation des biens immobiliers et mobiliers et des comptes bancaires saisis par le juge d'instruction contre les prévenus condamnés.

Les prévenus font face à de lourdes charges liées à l'octroi de privilèges injustifiés dans le domaine des marchés publics ; abus de pouvoir ; conflit d'intérêts ; abus d'influence ; participation au gaspillage de fonds publics ; obtention de privilèges injustifiés dans le le domaine des marchés publics ; l'abus d'influence dans le but d'obtenir des avantages indus et le délit de délivrance de certificats prouvant des faits inexacts.

R. N.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI-OUZOU

DAIRA DE BOGHNI

COMMUNE DE BOGHNI

NIF : 0973 1540 91434 20

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE

DE CAPACITES MINIMALES N°03 /BMP/2022

Le président de l'assemblée populaire communale de Boghni lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 03 /BMP/2022 ayant pour objet :

Réalisation collecteur d'assainissement sur l'axe IGHIL N°BIL BENI MENDES SUR 3000 ML COMMUNE DE BOGHNI .

Opération : PCD 2022 ; section équipement ; Chapitre 952 ; s/chapitre 9520 ,Article 280

Eligibilité :

Le présent Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales relatif à Réalisation collecteur d'assainissement sur l'axe IGHIL N°BIL BENI MENDES SUR 3000 ML COMMUNE DE BOGHNI, s'adresse aux entreprises de réalisation en tout corps d'état remplissant les conditions ci-après :

Exigence minimale de capacités professionnelles : Un certificat de qualification et de classification professionnelle, activité principale Hydraulique de catégorie égale ou supérieure à IV (quatre)

Exigence minimale de capacités techniques : 02 attestations de bonnes exécutions des projets de même envergure du marché objet du présent cahier des charges délivrées par les maîtres d'ouvrage.

Exigence minimale de capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans financiers des trois dernières années (2018-2019-2020) certifiés par les autorités compétentes, dont un chiffre d'affaire moyen égal ou supérieur à 20% de l'estimation administrative.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent procéder au retrait du cahier des charges au siège de la commune de Boghni, bureau des marchés publics contre paiement d'une quittance de 3000,00 DA.

Les offres, doivent être présentées dans Trois (03) enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'avis d'appel d'offres ainsi que la mention «dossier de candidature», «Une offre technique», « Une offre financière» selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe fermée et anonyme portant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 03 /BMP/2022 Portant «Réalisation collecteur d'assainissement sur l'axe IGHIL N°BIL BENI MENDES SUR 3000 ML COMMUNE DE BOGHNI»

L'offre globale est constituée de trois dossiers ainsi qu'il suit :

Au titre du Dossier de candidature : Une déclaration de candidature dûment renseignée, datée, cachetée et signée par le soumissionnaire. Une déclaration de probité dûment renseignée, datée, cachetée et signée par le soumissionnaire. Les statuts pour les sociétés. Attestations d'affiliation CNAS pour les employés. extrait de casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant », le numéro NIF et le numéro NIS, le numéro du RIB, Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires, extrait de rôle apuré, Extrait de registre de commerce Tout document relatif aux pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise- Un certificat de qualification et de classification professionnelle, activité principale Hydraulique de catégorie égale ou supérieure à IV(quatre)

. Une liste des moyens humains de l'entreprise dûment visée par la CNAS- Une liste des moyens de transport spécifiques à l'activité appuyées par des pièces justificatives délivrées par les services administratifs compétents.)

Au titre de l'offre technique : Déclaration à souscrire dûment renseignée, datée, cachetée et signée par le soumissionnaire- Le cahier des charges signé, daté, portant dans sa dernière page la mention manuscrite « Lu et Accepté ».

Au titre de l'offre financière : Lettre de soumission dûment renseignée, datée, cachetée et signée par le soumissionnaire.

- Bordereau des prix unitaires dûment renseigné, daté, cachetée et signé (Prix unitaires en chiffres et en lettres) par le soumissionnaire.

- Un détail quantitatif et estimatif dûment renseigné, datée, cachetée et signé par le soumissionnaire

N.B : - Le détail de constitution de dossier de candidature, offre technique, offre financière est inséré à l'article 8 du cahier des charges

- La Durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la date de la première parution de l'annonce.

- La date et l'heure limite de dépôt des offres techniques et financières correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres.

À partir de 08h 30 mn jusqu'à 10h 00 mn.

- Les soumissionnaires doivent déposer leurs offres au siège de la commune de Boghni, bureau des marchés.

- Les soumissionnaires sont conviés à l'ouverture des plis, qui aura lieu en séance publique le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 10 h 30 mn au siège de la commune de Boghni. Au cas où ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, elle sera différée au jour ouvrable suivant.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 105 jours à compter de la date de dépôt des offres.

Midi Libre n° 4531 - Lundi 20 juin 2022 - Anep 2216 011 712

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA LAGHOUE

DAIRA SIDI MAKHLOUF

COMMUNE SIDI MAKHLOUF

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Appel d'offre N° : 04 /2022

En application de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16.09.2015, portant réglementation des marchés publics et des autorisations du service public, le président de l'assemblée populaire communale de Sidi Makhlouf informe tous les entrepreneurs ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec des exigences minimales en matière de capacité N°01/2022 dans le journal AKHBAR ELSABAH du 25/05/2022 et dans le journal ICITE du 24/05/2022 du marché : **revêtement voiries et aménagement de la route pour la rue principale Et le quartier de Bin Idris, Haj Makhlouf, et le quartier des 400 logements, et la route reliant la clinique et le quartier des frères Ashouri à distance 2.8 kl, et selon sur procès-verbal de la commission d'ouverture et d'évaluation des offres en date du 07/06/2022, le marché a été attribué à l'entrepreneur suivant :**

Marche	Entreprise/contractant	Montant du marché	Qualification technique (pointage)	La durée
Revêtement voiries et aménagement de la route pour la rue principale Et le quartier de Bin Idris, Haj Makhlouf, et le quartier des 400 logements, et la route reliant la clinique et le quartier des frères Ashouri à distance 2.8 kl	ENTREPRISE MAAYOUF MOHAMMED LAGHOUE	39 315 864.00	Qualifier 43/60	4 mois

Les entrepreneurs désireux de se prémunir contre ce choix peuvent introduire un recours auprès du maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la parution de cet avis dans les quotidiens.

Midi Libre n° 4531 - Lundi 20 juin 2022 - Anep 2216 011 771

MIDI

Libre



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

Tensions en Ukraine Enjeux géopolitiques et énergétiques en Méditerranée et en Afrique

La crise ukrainienne préfigure d'importantes mutations dans les relations internationales, militaires, sécuritaires, politiques, culturelles et économiques, notamment au niveau de la région méditerranéenne via l'Afrique, où la crise actuelle a des impacts sur le cours du pétrole/gaz, mais également sur la sécurité alimentaire dont la Russie et l'Ukraine représentent en 2021 30 % des exportations mondiales.



Face aux tensions en Ukraine, les enjeux géopolitiques et énergétiques en Méditerranée et en Afrique

La crise ukrainienne préfigure d'importantes mutations dans les relations internationales, militaires, sécuritaires, politiques, culturelles et économiques, notamment au niveau de la région méditerranéenne via l'Afrique, où la crise actuelle a des impacts sur le cours du pétrole/gaz, mais également sur la sécurité alimentaire, dont la Russie et l'Ukraine représentent en 2021 30 % des exportations mondiales.

PAR Dr*ABDERRAHMANE
MEBTOUL

1.-Tensions géostratégiques en Ukraine et impacts sur la chaîne des valeurs

1.1.-Quels sont les 10 grands pays possédant les plus importantes réserves de pétrole et de gaz dans le monde et quels sont les 10 premiers pays d'Afrique ? Pour le pétrole traditionnel, les réserves prouvées, nous avons par ordre décroissant : le Venezuela 299 milliards de barils, l'Arabie Saoudite 266, l'Iran 157, l'Irak 143, le Koweït, 97, la Russie 80, la Libye 48, le Nigeria 37, et les USA 36. Pour le gaz par ordre décroissant nous avons la Russie 37.400 milliards de mètres cubes gazeux traditionnels, l'Iran 32.100, le Qatar 24.100, le Turkménistan 13600, les USA 12300, la Chine 8.400, le Venezuela 6300, l'Arabie Saoudite 6.000, les Emiraties 5.900 et le Nigeria 5.500, l'Algérie 2.500. Pour les 10 premiers pays en Afrique, pour le pétrole traditionnel nous avons par ordre décroissant : la Libye 48.4 milliards de barils, le Nigeria 37,0, l'Algérie 12,2, l'Angola 7,8, l'Egypte 3,3, la République du Congo Brazzaville 2,9, l'Ouganda 2,5 et le Gabon 1,5. Si le marché pétrolier est un marché mondial répondant aux mécanismes boursiers, le marché gazier est segmenté par régions, avec la domination des canalisations, depuis quelques années, nous assistons à la percée du GNL mais qui coûte plus cher, pouvant varier entre 20 à 30% en fonction de la distance. Selon le site planète énergie, en 2020, environ 380 méthaniers sillonnent les océans du monde entier. Ces navires gigantesques, longs de 200 à 350 m, et équipés d'une double coque, transportent jusqu'à 260.000 m3 de GNL. Ils sont capables de le maintenir à -160 °C tout au long des milliers de kilomètres qu'ils parcourent sur les océans. Principalement deux types de méthaniers sont actuellement en service : des méthaniers équipés de cuves sphériques en aluminium, ancrées à la coque du navire par une jupe en acier et recouvertes d'une isolation et des méthaniers à membrane, dont les cuves sont intégrées à la double coque du navire et en épousent les

contours. Selon les dernières données pour 2020, vingt pays exportent du gaz naturel liquéfié GNL dans le monde, dont 9 en Afrique et au Moyen-Orient, six pays exportant à eux seuls près des trois quarts des volumes de GNL transitant annuellement dans le monde. Plus de 70% de la demande mondiale de GNL provient d'Asie, les principaux pays importateurs étant le Japon, la Chine et la Corée du Sud, le transport du GNL, par navire méthanier permettant de s'affranchir partiellement des contraintes géographiques et géopolitiques. L'Australie étant devenue en 2020 le principal exportateur mondial de GNL, devant le Qatar, avec la montée en puissance de nouveaux projets (comme Prelude FLNG). Six pays exportent à eux seuls près des trois quarts des volumes de GNL transitant annuellement dans le monde : l'Australie : 21.8% des exportations mondiales de GNL en 2020 (avec 77.8 millions de tonnes exportées) ; le Qatar : 21.7% (77.1 Mt) ; les États-Unis : 12.6% (44.8 Mt) ; la Russie : 8.3% (29.6 Mt) ; la Malaisie : 6.7% (23.85 Mt), le Nigéria : 5,8% (20,55 Mt) et les USA ayant mis en service de nombreuses installations de liquéfaction depuis 2018 pour augmenter les exportations d'une partie de leur production de gaz de schiste. Mais n'oublions pas, omis souvent dans les statistiques internationales, le Mozambique abrite les plus grandes réserves des pays d'Afrique de l'Est, avec près de 5 000 milliards de mètres cubes. Soit presque autant que le Nigeria sur deux blocs offshore dans la province de Cabo Delg1.

Selon la société de conseil Enerdata, l'Union européenne est le troisième plus gros consommateur d'énergie du monde en volume, derrière la Chine et les États-Unis, la consommation énergétique primaire s'étant élevée à 1,3 milliard de tonnes d'équivalent pétrole en 2019 pour environ 447 millions d'habitants, contre 2,2 milliards aux États-Unis pour 333 millions d'habitants la même année. Plus de 70% de l'énergie disponible européenne est d'origine fossile : le pétrole (36%), le gaz (22%) et le charbon (11%) dominant ainsi les autres sources d'énergie, même si leur part dans le mix en Europe a diminué de 11 points depuis 1990. A l'inverse, les énergies renouvelables représentaient plus de 22% de la consommation finale d'énergie dans l'UE en 2020, contre 16% en 2012 avec une extrapolation de 50% horizon 2030. Selon Eurostat, les principaux fournisseurs de l'UE entre 2020/2021, étaient la Norvège (20 %), l'Algérie (11 %, d'autres), les États-Unis (6%) et le Qatar (4 %) et le plus grand fournisseur étant la Russie avec 46/47% avec des disparités pour le gaz russe : l'Allemagne (66%), l'Italie 45%, la Bulgarie (75%), la Slovaquie (85%), l'Estonie (93%) la Finlande (97.6%) ou encore la Lettonie et la République tchèque (100%), l'Italie (45%). D'autres pays sont moins dépendants comme les Pays Bas 26%, la France 17% grâce au nucléaire, l'Espagne 10%, et la Slovénie 9%. Selon certains experts de l'Union européenne, une diminution, voire un arrêt total, des livraisons de gaz russe serait fort dom-

mageable pour de nombreux pays européens, les alternatives existant mais coûteuses existent avec un pic inflationniste dû à l'envolée des prix des produits énergétiques mais également de bon nombre de produits alimentaires dont la Russie et l'Ukraine sont de gros exportateurs pour le blé, 30% du marché mondial. Cependant, malgré une intensification des échanges gaziers avec la Chine, comme le fameux gazoduc « Power of Siberia » environ 2000 km dont le coût provisoire, pour une capacité en 2022-2023 de 38 milliards de m3 par an, soit 9,5 % du gaz consommé en Chine et l'importance de ses réserves de change estimées par la banque centrale du 15 au 22 octobre 2021 à 621.6 milliards de dollars (dont une partie est gelée suite aux sanctions), cette situation a des retombées négatives sur la Russie, les exportations gazières vers l'Europe représentant à elles seules entre 15/20 % du PIB russe. Aussi, il faut être réaliste, étant utopique à court terme de substituer le gaz russe par d'autres partenaires pour l'Europe l'investissement hautement capitalistique étant lourd et à maturation très lente, malgré le gel du Stream2 d'une capacité de 55 milliards de mètres cubes gazeux d'un coût supérieur à 11 milliards de dollars qui constitue une perte sèche pour la Russie. A court terme, les Européens se tournent, paradoxe, vers d'autres pays pour leurs approvisionnements, les ennemis d'hier, sous la pression de la conjoncture, les émissaires américains envoyés au Venezuela, premier réservoir de pétrole brut au monde, (certes un pétrole lourd) et l'accélération des négociations avec l'Iran, deuxième réservoir mondial après la Russie. C'est un des rares pays, à court terme, 2ème réservoir mondial, sous réserve d'investissements massifs avec le Qatar, troisième réservoir mondial, qui peut à terme contrebalancer le poids de la Russie pour le gaz.

1.2- Concernant la conjoncture actuelle, l'embargo décidé par le président américain, les USA ne dépendent pas de l'énergie russe, dont la rentabilité des gisements marginaux du pétrole/gaz de schiste deviennent en majorité rentables à un cours variant entre 50/60 dollars le baril, sont devenus autonomes et même exportateur. Les prévisions de la Commission européenne dans sa note officielle du 8 mars 2022 d'un plan visant à supprimer sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes, prévoyant notamment de réduire la demande européenne en gaz russe de deux tiers d'ici à la fin de l'année 2022 sont-elles réalisables ? Ces décisions ne risquent-elles pas de renforcer la coopération avec la Chine et l'Inde qui représenteraient à eux seuls plus de 2,5 milliards d'habitants ? La coopération avec la Chine s'est renforcée au fil des années, où les relations commerciales de Pékin et Moscou sont régies à 17,5% par le yuan, le système de paiement CIPS étant principalement utilisé pour régler les crédits internationaux en yuan et les échanges liés à l'initiative « Belt and Road », agissant comme un système alternatif au traditionnel Swift créé en 1973, bien qu'il n'en soit pas encore



totalelement indépendant. Qu'en sera-t-il récemment de la proposition de l'Inde, selon des agences internationales en date du 12/03/2022 d'importer le pétrole russe et d'autres matières premières moyennant un règlement de la transaction dans un système rouble/roupie ? Et qu'en sera-t-il si demain l'Arabie Saoudite, qui a toujours été un allié stratégique des USA, décidait qu'une fraction de ses ventes d'hydrocarbures vers la Chine, idem pour l'Iran, serait payé en yuan, dans le décalassement du dollar en tant que monnaie internationale. Encore qu'il faille être prudent où d'après la Banque des règlements internationaux (BRI) en 2019, avant la pandémie mondiale de covid-19, 88% des transactions se faisaient en dollars, contre seulement 32% en euros et 17% en yens, 80% des importations libellées en dollars ne transigent pas par les États-Unis et quasiment tout le commerce libellé en euros passe par au moins un pays de la zone euro, contribuant à faire du dollar la monnaie d'investissement par excellence. Avant la pandémie, le dollar domine, sa part s'élevait à 61 % au 01 janvier 2020, suivi de l'euro (21 %) et la monnaie chinoise, le renminbi (RMB), réalise un début de percée avec 2 % des réserves de change mondiales désormais libellées en RMB, contre 1,1 % en 2014-15. Le Yuan selon le FMI, dans le financement du commerce mondial ayant décliné en valeur depuis 2014 où sa part est tombée à 4,61% contre 8,66% mais devrait dépasser le yen japonais et la livre sterling pour devenir la 3e monnaie internationale de règlement la plus reconnue d'ici 2030, selon une prévision de Citibank. Pour la sécurité alimentaire, 30% des exportations mondiales de produits alimentaires proviennent de l'Ukraine et la Russie. La tonne de maïs, sur l'échéance rapprochée d'une livraison en mars, se cotait le 3 mars 2022 à 280 euros pour remonter le 4 mars à 290 euros et le prix du blé, a atteint jeudi 316 euros le 3 mars, si la crise devait durer selon certains experts, il pourrait atteindre entre 450/500 euros, il en est de même pour les prix du tournesol, les deux pays représentant près de 80% des exportations mondiales d'huile de tournesol. Ainsi, les cours du colza progressent très nettement dans le sillage des autres huiles selon le cabinet Agritel,

l'huile de palme était de 500 ringgit, à 6 458 ringgit la tonne, sur l'échéance de mai 2022. L'impact de la crise alimentaire mondiale serait plus dramatique pour les pays importateurs de produits alimentaires, pas seulement l'Algérie et l'Egypte, et les plus vulnérables n'ayant pas les moyens de financement comme la Tunisie, le Liban et les pays d'Afrique subsaharienne. Par ailleurs des pays peu diversifiés dépendants des hydrocarbures pour leur exportations, important massivement les denrées alimentaires des biens d'équipements et matières premières, ce qu'ils gagnent d'un côté, ils le perdent de l'autre avec la hausse de ces prix, les impacts seront négatifs. Sans une solution rapide, l'économie mondiale risque de connaître une récession pire que celle de l'impact du coronavirus et la crise de 2008, avec une poussée inflationniste et du chômage au niveau mondial ce qu'on qualifie de stagnation. Le risque est l'accroissement d'accroître certes une récession de l'économie russe mais de vives tensions en Europe avec l'envolée du processus inflationniste. C'est que la flambée du prix du gaz et du pétrole se répercute sur toute la chaîne des valeurs, en économie, la production étant production de marchandises par des marchandises. Car outre la très grande dépendance de l'Union européenne au gaz russe, existe également celle de plusieurs métaux indispensables à la transition écologique comme le nickel, le palladium ou encore l'aluminium, un enjeu stratégique qui pourrait freiner le développement des batteries électriques, des pales d'éoliennes ou des panneaux solaires. Le pays est également un des plus gros producteurs de nickel au monde, le troisième derrière l'Indonésie et les Philippines, et du côté aluminium, les Russes pèsent 6% de l'approvisionnement mondial, une part faible mais assez importante pour faire hausser les prix. Cela influe sur les endettements des États contraints pour garantir à court terme la cohésion sociale. L'éventuelle récession mondiale en 2022 selon une note du FMI début mars 2022, avec des impacts négatifs tant pour la Russie que l'Europe aura une répercussion mondiale du fait de l'interdépendance des économies, risquant d'accroître les pénuries en Russie du fait de la dévaluation du rouble qui a chuté de plus de 30% entre

février et début mars 2022, mais également la dette des pays avancés. La dette publique est passée antérieurement du fait de l'épidémie du coronavirus, d'environ 70% du PIB en 2007 à 124% du PIB en 2020, la dette privée ayant augmenté plus lentement, passant de 164% à 178% du PIB au cours de la même période. Au niveau mondial selon le FMI pour 2020 la dette globale a atteint un montant de 226 000 milliards de dollars, ayant augmenté de 28 points de pourcentage pour atteindre 256% du PIB mondial. Les emprunts contractés par les États représentent un peu plus de la moitié de cette augmentation : le ratio de la dette publique mondiale à un niveau record de 99 % du PIB mondial et la dette privée contractée par les sociétés non financières et les ménages avec une accélération du processus inflationniste aux États-Unis et en Europe restera pour l'année 2021, la hausse des prix ayant atteint 6,8% outre-Atlantique, un record depuis près de 40 ans, et près de 5% en zone euro. Et cela devrait s'accroître en cas de non résolution rapide de la crise ukrainienne en 2022.

2.-Reconfiguration géostratégique mondiale et urgence d'une nouvelle politique euro-méditerranéenne via l'Afrique

2.1.-Du fait de la dépendance énergétique de l'Europe, selon la société MED-GRID, les interconnexions électriques en Méditerranée peuvent être un facteur de co-développement. Les besoins électriques sont complémentaires: la pointe de consommation d'électricité en Europe (France, Allemagne, Pays du Nord...) se situe généralement en hiver, alors que dans les pays du Sud, compte tenu des systèmes de refroidissement (appelés à se développer avec l'amélioration du niveau de vie), elle se situe en été. Selon toujours Medgrib, l'acquisition des turbines nécessaires pour satisfaire cette pointe de consommation coûterait plus cher que l'interconnexion avec les réseaux du Nord qui, compte tenu des vacances et des températures élementes, sont alors peu chargés. Nous savons, par ailleurs, que le sud de la Méditerranée est mieux placé que le nord pour exploiter les énergies renouvelables. L'ensoleillement y est deux fois plus important. Quant à l'éolien terrestre, il y

a des sites extrêmement favorables, avec des durées de fonctionnement qui sont sensiblement le double de celles des sites allemands ou français. Ainsi il est très souhaitable d'échanger de l'électricité tantôt dans un sens tantôt dans l'autre : l'électricité conventionnelle de l'Europe vers l'Afrique dans les périodes d'été; l'électricité d'origine renouvelable de l'Afrique vers l'Europe dans les périodes d'hiver. Les interconnexions correspondantes permettent en outre de mieux gérer les problèmes d'intermittence inhérents au solaire et à l'éolien car, lorsque les productions du Sud seront insuffisantes, l'Europe pourra fournir le complément en électricité traditionnelle. On peut envisager l'utilisation de lignes à courant continu qui permettent de réduire les pertes à environ 3% pour mille kilomètres ; Dès lors, l'électricité ainsi produite coûte deux fois moins cher au sud qu'au nord, ce qui la met sensiblement au niveau des prix moyens pratiqués sur les marchés européens (40 à 50 € le MWh). Toutes les conditions de base sont donc réunies pour que l'Afrique produise massivement des énergies renouvelables et envisage des programmes ambitieux. Ainsi, Desertec représentait 400 G€ d'investissements, mais ce projet est en sommeil depuis le retrait de Siemens et on ne sait pas très bien quel sera son avenir. Les échanges énergétiques entre les deux rives de la Méditerranée doivent donc s'envisager dans le cadre de la transition énergétique qui s'impose de par la rareté des ressources. Les marchés aussi bien au Nord qu'au Sud devraient croître à un rythme de plus de 7% au Sud et 2 à 3% au Nord. Pour Tewfik Harni, expert algérien dans les énergies renouvelables, le mix énergétique de demain sera à forte dominance électrique, puisque selon Shell, le marché de l'électricité devrait augmenter de près de 80% d'ici à 2040. Les énergies fossiles vont aller en décroissant, certes plus rapidement pour le pétrole. Cependant, sans une rationalisation dans l'utilisation du gaz, la décroissance devrait aussi s'accélérer, bien que les ressources en pétrole et gaz soient dominantes au Maghreb, mais plus particulièrement en Algérie et en Libye. Il est important de savoir que le solaire thermique devrait représenter la ressource la plus importante pour la génération électrique. L'hybridation avec le gaz devrait lui permettre d'ores et déjà d'être compétitif avec les alternatives comme le nucléaire et le gaz pour un coût de 10\$/MMBTU. En effet l'hybride dans des cas précis est en mesure aujourd'hui de réaliser un coût de production de 10 cts€/KWh. Les autoroutes électriques en courant continu pour traverser la Méditerranée vont servir à satisfaire les besoins grandissants de la côte méditerranéenne de l'Europe. La supraconductivité achevée par un refroidissement à l'hydrogène liquide sera la solution à moyen terme pour satisfaire les besoins de l'Europe du Nord. En effet des pipes transportant de l'hydrogène liquide mettront de transporter aussi de l'électricité dans des câbles supraconducteurs. L'hydrogène pour sa part sera produit par un craquage de l'eau en utilisant du solaire thermique à 1.300 °C. Les pre-

miers résultats laissent envisager des suites prometteuses. Il est entendu qu'il faille être réaliste, à court et moyen terme, les fossiles traditionnels seront encore déterminants. L'énergie apparaît, donc, aujourd'hui comme un puissant facteur de coopération et d'intégration entre les deux rives de la Méditerranée, pouvant fournir le lien structurant qui permettra de concrétiser des projets concrets, mais aussi de préparer l'élaboration d'un concept stratégique euro-africain. Concernant la Méditerranée via l'Afrique, doit être prise en compte les nouvelles mutations énergétiques. Le polytechnicien Jean Pierre Hauet de KB Intelligence, note à juste titre que la scène énergétique s'anime en Méditerranée avec au moins trois grands champs de manœuvre dont il est intéressant d'essayer de comprendre les tenants et d'anticiper les aboutissants. Nous aurons ainsi trois théâtres d'opérations. Le premier théâtre est celui des énergies renouvelables (éolien, solaire à concentration, photovoltaïque) qui s'est caractérisé par le lancement de grandes initiatives fondées sur l'idée que le progrès technique dans les lignes de transport à courant continu permettrait de tirer parti de la complémentarité entre les besoins en électricité des pays du Nord et les disponibilités en espace et en soleil des pays du Sud. On parlait alors de 400 M€ d'investissements et de la satisfaction de 15 % des besoins européens en électricité. Aujourd'hui le projet Desertec est plutôt en berne, du fait, notamment, du retrait début 2013 de grands acteurs industriels, Siemens et Bosch, et du désaccord consommé en juillet 2013 entre la fondation Desertec et son bras armé industriel la Desertec Industrial Initiative (Dii). La Dii poursuit ses ambitions d'intégration des réseaux européens, nord-africains et moyen-orientaux, cependant que la Fondation Desertec semble à présent privilégier les initiatives bilatérales au Cameroun, au Sénégal et en Arabie Saoudite. Le deuxième théâtre d'opérations est plus récent : il a trait à la découverte à partir de 2009, de ressources pétrolières et gazières en offshore profond, dans le bassin levantin en Méditerranée Est. Israël est le premier à avoir fait état de découvertes importantes sur les gisements de Dalit, Tamar et plus récemment de Léviathan. Ce dernier gisement, localisé sous la couche de sels messinienne, semble très important et entra en production en 2016. Des forages sont en cours afin d'aller explorer les couches encore plus profondes qui pourraient contenir du pétrole. Chypre (Aphrodite – 2011) et la Grèce ont également trouvés des réserves apparemment considérables de gaz, toujours dans le même thème géologique qui était resté largement inexploré jusqu'à présent. Toujours selon l'auteur, Chypre, la Grèce et Israël ont reconnu leurs zones économiques exclusives en Méditerranée et le 8 août 2013 ont signé un mémorandum sur l'énergie qualifié d'historique, incluant notamment la construction d'une usine de GNL à Limassol et réalisation d'un câble de 2 000 MW entre Chypre et Israël. Mais existent des possibilités de conflits, du

fait de la non délimitation claire des espaces, à l'instar de ce qui se passe en mer caspienne, du fait des protestations des nations voisines comme l'Egypte, le Liban, la Turquie qui protestent tout en n'oubliant pas la Syrie qui peut également revendiquer des droits sur une partie du bassin. Le troisième théâtre d'opérations a trait à la prospection et à la mise en valeur éventuelle des gaz de schiste où les USA sont devenus les premiers producteurs du monde, mais cette prospection doit tenir compte de la protection de l'environnement. La Turquie a donné le signal du départ en commençant tout récemment les opérations de fracture hydraulique dans les zones les plus prometteuses de Thrace et d'Anatolie, les réserves possibles étant évaluées à 1 800 Md m3 soit 40 ans de consommation domestique

2.2.-L'objectif stratégique est de mettre l'énergie au service de la croissance et de l'emploi des deux rives de la Méditerranée et de l'Afrique. Face aux bouleversements géostratégiques récents, doit être posée tant pour l'Algérie que pour l'Afrique et l'Europe, la problématique de la sécurité dans la zone sahélo-saharienne. Les dynamiques de la conflictualité saharienne actuelle interpellent l'Europe qui doit être attentive aux stratégies des pays en direction de leur Sud et sur les relations avec l'Afrique subsaharienne. Il devient impératif d'étudier les impacts des mutations de la géopolitique saharienne après l'effondrement du régime libyen, les conséquences pour la région, l'importance des échanges économiques (formels et informels) et des échanges humains de part et d'autre du Sahara, les flux migratoires notamment des migrants subsahariens qui s'installent désormais dans les pays du Maghreb. En effet, depuis des siècles, le Maghreb est lié avec l'Europe beaucoup plus étroitement qu'avec ses voisins du sud, devant éviter toute vision eurocentriste. Dans ce cadre, l'on devra éviter de verser dans l'utopie, le sens de l'histoire du monde multipolaire qui s'organise à travers de grandes régions Nord-Sud incluant la protection de l'environnement. La Méditerranée, un bassin grand comme cinq fois la France, ne représente que 0,7% de la surface des océans, mais constitue un des réservoirs majeurs de la biodiversité marine et côtière, avec 28% d'espèces endémiques, 7,5% de la faune et 18% de la flore marine mondiale. C'est une des mers les plus polluées du monde. C'est une mer sans marée dont l'eau met plus d'un siècle pour se renouveler mais qui voit passer 30% du trafic maritime mondial et dont la faune et la flore sont en danger. Des - navires voyous - dégagent près de 200.000 tonnes d'hydrocarbures dans la Méditerranée chaque année. Environ 290 milliards de micro plastiques flottants sur les 10 à 15 cm d'eau dérivent en Méditerranée, selon les données recueillies lors des deux campagnes scientifiques de l'Expédition MED, menées en 2010 et 2011 en mer Méditerranée nord-occidentale.



La crise économique et financière a remis au premier plan les questions de croissance et de compétitivité misant pour résoudre le chômage et rembourser la dette sur la seule augmentation du produit intérieur brut et semble mettre de côté les problèmes d'environnement. La production d'un seul kilo de viande de bœuf demande 4 à 5 kg d'aliments et 15.000 litres d'eau au niveau mondial. Plus d'un milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable et 250 millions de personnes sont affectées par la désertification. Et si la Chine et l'Inde, notamment pour le transport et l'alimentation, adoptent le même modèle de consommation que ceux des pays développés qui concentrent la majorité de la richesse mondiale qu'advient-il de notre planète ? La compétitivité d'un pays peut diminuer s'il y a détérioration environnementale, se traduisant par une baisse du surplus collectif par des allocations supportées par la collectivité comme le coût des maladies, les congés de maladie et la destruction de la biodiversité. Par exemple, le déclin des populations d'abeilles ayant le rôle de pollinisation influe sur la productivité agricole. Selon certaines études scientifiques, 12% des espèces d'oiseaux, 23% des mammifères, 32% des amphibiens, 42% des tortues, et un quart des espèces de conifères sont menacés d'extinction mondiale. Chaque jour, 50 à 100 espèces disparaissent, tels que la sole qui a vu sa population chuter de 90% en 25 ans au niveau mondial. Or l'économie verte, dans le cadre d'une symbiose de développement durable entre le Nord et le Sud peut stimuler la croissance par la création d'unités de hautes technicités grâce à l'innovation tout en préservant l'environnement. Tout en étant réaliste, les énergies fossiles seront encore pour au moins deux décennies dominantes. Il s'agit de réaliser des choix stratégiques aujourd'hui, de réaliser des

arbitrages qui détermineront le profil de l'appareil productif de demain. Cela peut être une opportunité pour enclencher de nouveaux investissements dans la dépollution de la Méditerranée et des segments des énergies renouvelables et surtout l'hydrogène, énergie de l'avenir.

Un rapport de l'Epimed /Paris dirigé par le professeur Jean Louis Guigou montre que le déficit structurel européen et la forte hausse de la demande de la rive sud impliquerait à l'avenir de construire les éléments d'un partenariat qui dépasse le modèle classique fournisseur-client. Le rapport met l'accent sur la dépendance gazière européenne notamment vis-à-vis de la Russie passée de 53% aujourd'hui à 80% en 2030 et qui met en relief l'actuelle crise ukrainienne. Facteur de précarité supplémentaire, la part des approvisionnements européens en gaz provenant du marché spot du gaz sera plus forte avec la montée en puissance des GNL. La volatilité des prix et l'insécurité des volumes disponibles seront plus importants dans une telle configuration en dépit de la multiplicité des offreurs. Comme analysé, les pays de la Méditerranée sont tous confrontés au problème de la sécurité énergétique. Il s'agit avant tout de renforcer la coopération notamment dans le domaine énergétique, étant un élément fondamental de l'activité économique, un facteur de sécurité humaine, pouvant représenter un lien très fort entre le nord et le sud de la Méditerranée.

La situation géographique de l'Europe et la Méditerranée, est un carrefour pour les marchés énergétiques mondiaux. Mais le défi du XXI^e siècle est la lutte contre la pénurie d'eau, qui peut être source de conflits planétaires, qui touchera à l'horizon 2020/2030 cette région avec la désertification y compris la zone sahélienne, causée par l'évolution démographique et économique, les activités humaines et le réchauffement climatique qui n'est pas une chimère. Or, le dessalement de l'eau de mer, qui est une des solutions préférées des

États, parce que politiquement facile, permet de réduire ces tensions. Mais il faudra être attentif au coût. Seule la production à grande échelle de ses composants, peut réduire substantiellement les coûts, les États transitoirement devant supporter ces projets par des subventions ciblées. S'il est encore trop tôt pour déterminer comment les changements politiques et de gouvernance dans certains pays de la rive Sud afin d'éviter les tensions sociales à venir, vont influencer les questions d'énergie. Les efforts pour réduire les subventions, renforcer les infrastructures, l'expansion des marchés commerciaux et ouvert aux investisseurs locaux et étrangers, les interconnexions énergétiques entre l'Europe et l'Afrique, auront un impact significatif, dans les années à venir sur l'espace euro-méditerranéen. Comme le note justement l'étude de l'Epimed, il faut faire comprendre que, dans l'intérêt tant des Américains que des Européens et de toutes les populations sud méditerranéennes, les frontières du marché commun de demain, les frontières de Schengen de demain, les frontières de la protection sociale de demain, les frontières des exigences environnementales de demain, doivent être au sud du Maroc, au sud de la Tunisie et de l'Algérie, et à l'est du Liban, de la Syrie, de la Jordanie et de la Turquie passant par une paix durable au Moyen Orient les populations juives et arabes ayant une histoire millénaire de cohabitation pacifique. Comme le préconise l'auteur, il serait donc souhaitable qu'une réflexion collective s'articule autour de quatre axes thématiques.

Premièrement, la gouvernance territoriale: il s'agira en ce sens de repérer les acteurs clés (privés et/ou publics, individuels et/ou organisationnels), d'analyser les contextes institutionnels et de proposer une grille d'analyse des modes de coordination de ces acteurs.

Deuxièmement, l'attractivité des territoires : il s'agira de mettre en perspective les politiques publiques mises en œuvre (régle-

mentations et incitations) et les stratégies des acteurs de la globalisation pour mieux comprendre les mouvements de délocalisation et la nature des relations de sous-traitance. Troisièmement, de nouvelles dynamiques productives sur la base d'une approche sectorielle, les logiques d'agglomération et d'organisation productive pour mettre en évidence des processus de désindustrialisation, de restructuration et/ou d'émergence industrielle. Quatrièmement, la spatialisation des activités de production en analysant l'organisation spatiale (urbaine) des dynamiques productives afin de mettre en relief les modes d'aménagement, d'organisation et de gestion des territoires, et expliquer les logiques de localisation et d'agglomérations intra-urbaines des entreprises.

Conclusion

Espérons le dialogue, au lieu des conflits, dans toutes les contrées du monde, en Amérique, en Asie, en Europe et en Afrique afin de promouvoir l'esprit de paix, de tolérance et l'ouverture d'esprit, nécessitant en ce XXI^e siècle la promotion de la culture, fondement du dialogue des civilisations, source d'enrichissement mutuel, où chaque nation devra concilier la modernité et ses traditions. C'est que l'ère des confrontations n'a eu cours que parce que les extrémistes ont prévalu dans un environnement fait de suspicion et d'exclusion. Connaître l'autre, c'est aller vers lui, c'est le comprendre, mieux le connaître. Face à un monde en perpétuel mouvement, tant en matière de politique étrangère, économique, que de défense, actions liées, avec les derniers événements en Ukraine, se pose l'urgence d'une coordination, internationale et régionale afin d'agir efficacement sur les événements majeurs et faire de l'Europe, du bassin méditerranéen et de l'Afrique, un lac de paix et de prospérité partagée.

A. M.* Professeur des universités, expert international

L'Europe peut-elle se passer du gaz russe ?

L'Union européenne importe de Russie la moitié du gaz qu'elle consomme, mais aussi le quart de son pétrole et plus du quart de son charbon. La part du gaz importé varie fortement d'un pays de l'Union à l'autre ; elle est très élevée en Pologne ou dans les Pays baltes, importante en Allemagne (55%) mais sensiblement plus faible en France (18%). La part du gaz dans la consommation finale d'énergie de ces pays est elle-même très variable d'un pays à l'autre ; elle est élevée en Hongrie ou en Roumanie, importante en Allemagne (25%), plus faible en France (15%). Les conséquences d'une rupture des approvisionnements seraient donc variables selon les pays, même si la solidarité européenne pourrait en limiter certains effets. Pour l'instant l'énergie échappe aux sanctions occidentales et cela peut s'expliquer par le rôle stratégique de ce produit, autant du côté des importateurs que de celui de l'exportateur. Ce n'est pas le cas de l'aéronautique ou d'autres produits, bancaires notamment. Mais que se passerait-il si demain la Russie coupait totalement le gaz, considérant qu'elle peut trouver des débouchés à l'est, en Chine ou dans d'autres pays d'Asie, ce qui reste à prouver ? L'Union européenne ne serait pas en mesure de compenser à court-moyen terme la défaillance de l'offre russe de gaz. Il lui faudrait faire d'autres arbitrages qui pourraient remettre en cause, au moins pour un certain temps et pour certains pays, la transition énergétique vers une économie « bas carbone » qui est aujourd'hui une priorité affichée.

L'Union européenne pourrait certes se tourner vers ses autres fournisseurs de gaz, la Norvège qui est son deuxième fournisseur

(20% du gaz importé), l'Algérie (12%) voire les États-Unis (6%), le Qatar (4%) ou le Nigeria (3%), mais leur contribution additionnelle ne serait pas en mesure de compenser la défaillance russe, loin s'en faut. Notons que les trois derniers fournisseurs mentionnés exportent du GNL et que certains pays européens, en particulier l'Allemagne, ne disposent pas de terminaux méthaniers. L'Algérie a d'ailleurs déjà fait savoir qu'elle est prête à accroître ses exportations de gaz vers l'Europe tant via le gazoduc Transmed que sous forme de GNL. Quant à l'Allemagne elle annonce son intention de construire très vite des terminaux méthaniers, outils indispensables à la diversification des approvisionnements. Face à un rationnement inévitable dans un contexte où le prix du gaz s'envolerait sur le marché international, il faudrait réserver le gaz aux usages industriels (comme source d'énergie et source de matière première) et aux usages domestiques pour lesquels les substituts sont trop coûteux et difficiles et accepter de réduire fortement le recours au gaz pour produire de l'électricité, ceci partout en Europe.

Par contre-coup il faudrait retarder la sortie du nucléaire et du charbon pour les pays qui en ont fait une priorité, comme l'Allemagne ou la Belgique. L'illusion du gaz comme énergie de transition énergétique à grande échelle ramène certains à la réalité et conforte d'autres dans le choix de maintenir voire accélérer le recours au nucléaire. Il est probable que l'Allemagne préférera retarder la fermeture des centrales à charbon plutôt que celle des centrales nucléaires tant son obsession de sortir du nucléaire est forte. Dans tous les cas il faudra sans doute pré-

voir des délestages ciblés si la capacité électrique disponible n'est pas suffisante pour faire face aux points de demande l'hiver prochain.

Les prix de l'énergie vont rester élevés et cela accentuera la reprise de l'inflation et la montée des taux d'intérêt. C'est bien évidemment le consommateur qui en fera les frais et cette hausse des prix autant que la rupture de certains approvisionnements seraient de nature à peser sur la croissance économique des pays européens. Sur le plus long terme cette crise conduira à deux effets durables dont les coûts sont difficiles à estimer. La préoccupation de recouvrer sa souveraineté nationale dans des secteurs stratégiques comme l'énergie ou les composants électroniques est le premier effet, et il peut conduire à modifier les arbitrages en termes de finances publiques. Certains pays annoncent déjà qu'ils vont accentuer leurs efforts dans le domaine des dépenses militaires et investir massivement dans l'exploitation de minerais et métaux stratégiques ; cela se fera nécessairement au détriment d'autres secteurs. On connaissait le dilemme entre « la fin du mois » et la « fin du monde ». Il faut y ajouter celui de la « fin de la souveraineté » dont la dimension est multiforme. Beaucoup de pays, à l'instar de l'Allemagne, ont cru que le développement des relations commerciales serait un facteur d'apaisement dans les relations internationales, en particulier avec la Russie. La réalité montre que le politique l'emporte encore sur l'économique.

Le second effet sera sans doute de précipiter plus vite la Russie dans les bras de la Chine, et ceci dans tous les domaines, pas seulement dans le domaine commercial. La

Chine sera un débouché mais aussi un fournisseur et un partenaire devenu indispensable pour la Russie, en particulier pour l'accès aux technologies de pointe. C'est donc une réorientation durable des échanges mondiaux qui en sera la conséquence. Et sur ce point il est difficile de dire aujourd'hui quels en seront les coûts pour tous les acteurs concernés.

On ne doit pas non plus sous-estimer les conséquences sur l'équilibre au sein de l'Union. Aujourd'hui la puissance économique de l'Allemagne est en partie compensée par la puissance politique de la France du fait de son leadership militaire lié à la détention de l'arme nucléaire. On l'a vu récemment lors de la publication de la taxonomie verte dans le domaine de l'énergie : l'Allemagne a tout fait pour exclure le nucléaire décarboné en justifiant l'introduction du gaz qui est pourtant carboné. Un renforcement de la puissance militaire de l'Allemagne s'accompagnera sans doute d'une volonté de l'Allemagne de peser sur la scène internationale et cela aura des conséquences sur les débats aux Nations Unies (siège permanent au Conseil de Sécurité). Le Royaume-Uni n'est hélas plus là pour compenser le déséquilibre des forces.

La crise actuelle a renforcé la cohésion politique des pays de l'Union, mais c'est sur le long terme que l'on pourra en apprécier les conséquences sur les choix énergétiques des différents pays, comme ce fut le cas d'eux lors des chocs pétroliers.

Contribution de Jacques Percebois Professeur émérite à l'Université de Montpellier

M'SILA, ANCIENNES BÂTISSSES

Des constructions adaptées au climat

Les anciennes bâtisses, localisées en particulier dans les quartiers El Argoub et El-Kouch, au chef-lieu de la wilaya de M'sila, et Loumamine, à Bou-Saâda, constituent un exemple d'adaptation urbanistique aux caractéristiques climatiques de la région steppique, connue par des étés courts, caniculaires et secs, et des hivers longs et froids.

Un climat qui a amené les habitants du Hodna à utiliser des matériaux de construction et des techniques permettant une isolation thermique dont l'efficacité est prouvée.

Pour l'architecte Oudina Abd Elouahad l'ancienne bâtisse constitue un cadre de vie qui prend en compte des techniques de construction qui s'adaptent avec les caractéristiques climatiques de la wilaya de M'sila, soulignant que les maisons sont bâties souvent avec des matériaux de construction locaux à l'image de la pierre et la brique en terre.

Les constructeurs font recours à l'épaisseur des murs extérieurs de la bâtisse et veillent à la hauteur de la maison arrivant à un toit d'une épaisseur de plus de 50 centimètres composé de bois local, le genévrier et les troncs de palmier dattier. Les fenêtres sont réduites à des carrés d'à peine 50 centimètres, le côté assurant l'aération et l'éclairage sans permettre une grande déperdition thermique.

Les alentours des maisons sont aménagés avec des briques en terre cuite ou de pierres taillées en plus d'une étanchéité composée de l'argile soutenu par des piliers et des traverses du bois de genévrier, a-t-on relevé, notant que cet aménagement spécial contribue à absorber et atténuer la chaleur de l'été et conserver une température modérée en hiver.

Fermées durant la journée, les petites ouvertures installées dans les murs des maisons, sont ouvertes la nuit filtrant un courant d'air rafraîchissant qui contribue au confort thermique intérieur des mai-



sons en toub et en pierre, et lorsque la température extérieure à l'ombre est de 44 degrés, elle descend à l'intérieur de ces maisons à 34 degrés.

Dans ce contexte, Dr Hadajeb Makhloufi, enseignant à l'institut de la gestion des techniques urbanistiques à l'université de M'sila indique que l'ancienne maison dans les villes de M'sila est souvent bâtie en faisant appel à des matériaux de construction disponibles à proximité des lieux de la construction, la maison d'Etienne Dinet dans le quartier de Loumamine en est l'exemple.

Selon des documents historiques, consultés notamment au niveau des archives des communes de M'sila et de Bou-Saâda, le mode de construction, il y a plus d'un siècle du vieux Boussaâda dont le quartier Loumamine ainsi que des quartiers El-Argoub et El-Kouch de la ville de M'sila, garantit une température à l'intérieure des maisons inférieure de 9 degrés par rapport à l'extérieur en période estivale, et stabilise de manière acceptable la température en hiver.

Une situation qui permet aux propriétaires des maisons des cités El-Kouch et El-Argoub de se passer de climatiseurs, assu-

rent de nombreux habitants. Dans le vieux Bou-Saâda, les occupants de ces maisons, ou du moins ce qu'il en reste, ne font point usage de climatiseurs et n'en ressentent guère le besoin.

Khadra T. qui a grandi dans l'antique Bou-Saâda et vient encore y passer l'été révèle n'avoir aucunement besoin d'un appareil de climatisation pour rafraîchir l'intérieur de sa maison parentale dont, soutient-elle, le confort thermique demeure impeccable au point que même durant l'hiver elle n'a pas besoin d'installer un appareil de chauffage.

Ceci pourrait paraître étrange pour ceux n'ayant connu que les constructions nouvelles à base de matériaux industriels mais demeure entièrement vrai car, notent des architectes, les anciens bâtisseurs ont su faire appel à des techniques et des matériaux naturels.

Des artisans qualifiés en maçonnerie traditionnelle assuraient l'édification de ces maisons notamment du toit dont les troncs et les palmes étaient placés avec minutie et recouverts d'une couche de terre argileuse étanche contre les infiltrations d'eau, soulignent de vieux habitants de l'antique Bou-Saâda.

ORAN, VILLAGE MÉDITERRANÉEN

L'autre atout d'El-Bahia

Le village méditerranéen constitue l'élément le plus important dans l'organisation d'un événement sportif international tel que les Jeux méditerranéens. Durant la période des joutes, le Village méditerranéen sera le lieu de vie de tous les participants, les athlètes ainsi que les officiels. A cet effet, la ville d'Oran s'est offert un village d'une superficie de 39 hectares dont la capacité d'accueil est de 4.266 lits. Toutes les commodités y sont prévues pour offrir aux résidents un séjour des plus confortables.

Le village méditerranéen se situe à l'est de la ville d'Oran, à 20 kilomètres de l'aéroport international, à 10 kilomètres de la gare ferroviaire et à 2.5 kilomètres du complexe olympique d'Oran, le site principal de compétition. Ce site est divisé en

trois zones principales. La première est résidentielle, réservée aux athlètes ainsi que leurs accompagnateurs. Elle comprend les chambres des résidents, les restaurants, les sites d'entraînement, une polyclinique, les espaces de détente et autres installations. La deuxième est internationale, telle une zone de transit. Elle sépare l'accès principal de la zone résidentielle, on y retrouve le centre d'accueil, la zone de transport, un bureau de poste, une banque et autres commodités. Quant à la troisième, elle est dédiée aux volontaires. Comme son nom l'indique, elle comprend les chambres des volontaires des JM, les restaurants et les lieux de détente.

Dans l'ensemble, le village méditerranéen compte 2.263 chambres pour 4.266 lits, 4

restaurants et 55 bureaux médicaux dédiés aux délégations, ainsi qu'une polyclinique multi-spécialisée mise en place à l'occasion des JM et qui a été dotée d'un laboratoire, d'un centre d'imagerie, d'un service de traumatologie, de réanimation, de médecine interne et toutes les disciplines qui s'imposent dans de tels événements. Pour assurer les entraînements des athlètes, le village méditerranéen dispose de 3 stades ainsi que 5 salles omnisports. Les zones de loisirs y sont au nombre de 4, et on y retrouve également le "théâtre d'Athènes".

La wilaya d'Oran a créé dernièrement une entreprise économique locale chargée de gérer le village méditerranéen, après la fin de cette manifestation sportive.

APS

ALGER

Coup d'envoi de la saison estivale

Le wali d'Alger, Ahmed Mabed, a donné vendredi le coup d'envoi de la saison estivale de l'année en cours à partir de la plage Les Sablettes dans la commune d'Hussein-Dey lors d'une cérémonie officielle en présence des autorités locales.

Accompagné du président de l'assemblée populaire communale d'Hussein-Dey et de représentants du mouvement associatif, le wali a fait le tour des différents exposants au niveau de la promenade des Sablettes.

S'enquérant de l'état des préparatifs pour la saison estivale, M. Mabed a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts pour "garantir un meilleur accueil" des estivants et visiteurs de la capitale.

Il a, dans ce sens, engagé les responsables locaux à mettre en œuvre tous les moyens et services de l'État pour garantir toutes les "conditions de confort, de santé et de sécurité" des estivants.

Dans son allocution prononcée à l'occasion, le wali d'Alger, a salué "le niveau de préparation" des différents services concernés notamment ceux de la protection civile, de sécurité, d'hygiène et de la santé, appelant à renforcer le "degré de vigilance".

"Nous œuvrons pour que le nombre de plages actuellement interdites à la baignade au niveau de la capitale soit réduit dès l'année prochaine, appelant les citoyens à se rendre aux piscines et plages autorisées, dotées de conditions nécessaires à une baignade sans danger".

Ahmed Mabed a rappelé que toutes les mesures pour le bon déroulement de la saison estivale ont été prises en vue d'assurer un accueil des estivants dans des conditions optimales.

Par ailleurs, le wali a salué les établissements et acteurs du mouvement associatif, notamment les Scouts musulmans algériens qui animeront les soirées estivales à travers une programmation artistique.

Plusieurs établissements et institutions publiques ont exposé à la promenade des Sablettes pour sensibiliser le public aux "bonnes pratiques" à adopter concernant l'hygiène alimentaire et environnementale.

APS

Appel à élaborer des lois régissant le marché national des compléments alimentaires

Le président de la Fédération algérienne de pharmacie (FAP), le professeur Abdelhakim Boudis a appelé à la nécessité d'élaborer des lois pour la gestion et l'organisation du marché des compléments alimentaires en pleine expansion ces dernières années.

Sexprimant, jeudi à Alger, en marge de la conférence nationale sur les compléments alimentaires, Pr Boudis a indiqué que ces produits largement consommés ces dernières années diffèrent totalement des médicaments et se trouvent actuellement à la croisée des chemins, d'autant que leur gestion doit être soumise à trois ou quatre ministères. Plus précis, la gestion de ces produits doit obéir à *"des lois précises et claires pour l'organisation de leurs usages, d'où la nécessité de combler ce manque"*, a-t-il dit.

Il est indispensable d'accorder un intérêt particulier à ce type de produits qui sont soumis actuellement à la gestion exclusive du ministère du Commerce. Ces produits, en revanche, sont vendus dans les pharmacies bien qu'ils ne soient pas soumis aux lois régissant les autres produits



pharmaceutiques, d'où la nécessité d'élaborer des lois claires pour les compléments alimentaires afin de protéger le citoyen de leurs effets néfastes et définir leurs usages.

La participation de la majorité des acteurs de cette rencontre scientifique permettra de définir les missions de chaque secteur et de mettre en place un guide d'orientation pour faire la distinction entre l'utilisation de ces compléments alimentaires et la prescription des médicaments destinés au traitement des différentes maladies.

Concernant certaines huiles essentielles et herbes très prisées notamment durant la propagation de la Covid-19, Pr Boudis a fait état du recensement de près de 4.000 commerces (vendeurs et producteurs de ces produits).

La problématique qui se pose actuelle-

ment est *"la méconnaissance de leurs bienfaits sur la santé de l'individu et à qui incombe la responsabilité de les définir (bienfaits)? A l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, au ministère de l'Industrie pharmaceutique ou bien à d'autres instances?"*, étant donné que leur commercialisation est supervisée par le ministère du Commerce, s'est-il interrogé. Au vu de la forte demande sur certains médicaments pour le traitement de la Covid-19 au niveau mondial et des recommandations pour faire face au coronavirus à travers la consommation de fortifiants et vitamines, certains producteurs de médicaments se sont convertis à la production des vitamines (C) et des fortifiants (zinc) en quête du gain facile, sans prodiguer de conseils au citoyen, ni respect des composants de ces produits.

Cette conférence sera sanctionnée par un guide sous forme de recommandations pour que les acteurs sur le terrain puissent participer à la réorganisation du marché des compléments alimentaires en Algérie, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le directeur général de la régulation et de l'organisation des marchés au ministère du Commerce, Sami Kolli a, quant à lui, indiqué que le ministère du Commerce prend en charge le dossier des compléments alimentaires depuis 2012 seulement. La gestion de ce dossier est soumise également au ministère de l'Industrie pharmaceutique. Un groupe de travail sous la supervision du Premier ministre s'attèle à son examen.

Pour la gestion de ce dossier, la première étape consiste à élaborer des lois sur les aspects techniques pris en charge par trois ministères et des textes encadrés par les instances concernées dans les domaines de fabrication, d'importation et de distribution jusqu'à la commercialisation, a-t-il dit, qualifiant cette opération de *"complexe"* qui ne peut être gérée sans un cadre légal et réglementé.

Il s'agit également, selon lui, de définir les acteurs dans ce dossier et les différents marchés approvisionnant le marché algérien. Pour la gestion de ces produits, les pouvoirs publics se réfèrent aux recommandations de l'OMS et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Boire du café régulièrement a des effets bénéfiques sur la mémoire et l'apprentissage

Le café, un véritable allié pour la santé. Le café est la boisson la plus consommée dans le monde après l'eau. Il s'en boit 2,3 millions de tasses par minute ! Outre son goût et son côté convivial, le café est réputé pour ses bienfaits sur la santé. Il a fait l'objet d'innombrables études scientifiques. Voici ce que l'on peut en tirer.

Des chercheurs lillois ont étudié les effets d'une consommation régulière de caféine sur le long terme. Leurs recherches se sont concentrées sur l'hippocampe en s'intéressant au mécanisme moléculaire. Leurs travaux mettent en évidence les bienfaits du café sur la mémoire et sur l'apprentissage. La consommation régulière de caféine modifie durablement le fonctionnement moléculaire des cellules de l'hippocampe, siège de la mémoire dans le cerveau. Cela se traduit par une plus grande plasticité neuronale, susceptible de faciliter les apprentissages et d'améliorer la mémoire. Nombreuses sont les personnes qui boivent du café. Certaines le font par goût, et beaucoup pour les propriétés stimulantes de la caféine. En effet, cette dernière accroît la vigilance et la concentration dans les heures qui suivent sa consommation. Elle a par ailleurs un effet sur la mémoire : plusieurs études épidémiologiques et expérimentales attestent d'un bénéfice en cas de maladie d'Alzheimer. Une étude de phase 3 a même été lancée en 2021, à Lille, pour évaluer l'effet de la caféine sur les fonctions cognitives de patients atteints de forme débutante ou modérée de cette maladie neurodégénérative (étude CAFCA).

Pour autant, les mécanismes moléculaires sous-jacents demeuraient méconnus. C'est pourquoi les équipes de David Blum, au



centre de recherche Lille neuroscience & cognition (unité 1172 Inserm/Université de Lille/CHU de Lille), et d'Anne-Laurence Boutillier, au Laboratoire de neurosciences cognitives et adaptatives de Strasbourg (UMR7364 CNRS/Université de Strasbourg), ont décidé de s'attaquer à cette question en étudiant les effets d'une consommation chronique de caféine chez la souris. Leur étude est publiée dans la revue *The Journal of Clinical Investigation*.

"Il y a eu beaucoup de travaux sur cette substance, mais qui portaient le plus souvent sur des consommations aiguës, c'est-à-dire ponctuelles, et non sur une consommation chronique telle qu'on l'observe habituellement. En outre, ces travaux ne renseignent pas sur les changements moléculaires induits en aval, une fois que la caféine est fixée sur ses récepteurs dans le cerveau. L'objectif de notre projet était de comprendre tout cela", expliquent-ils.

Dans le modèle expérimental de la souris, les chercheurs ont concentré leurs travaux sur l'hippocampe, une structure cérébrale qui constitue le siège principal de la mémoire et qui est affectée dans la mala-

die d'Alzheimer. Ils ont quotidiennement administré aux animaux, par voie orale, une dose modérée de caféine, à peu près équivalente à trois tasses de café par jour chez l'humain. Après deux semaines à ce régime, les chercheurs ont étudié les cellules de leur hippocampe, sans a priori. Ils ont analysé le profil d'expression de leurs gènes (analyses transcriptomiques), les modifications chimiques de protéines fixées sur leur ADN qui sont susceptibles de modifier cette expression (analyses épigénétiques), ou encore la nature des protéines et d'autres molécules présentes dans les cellules (protéomique et métabolomique). Ce travail a été réalisé chez des animaux au repos et chez d'autres, soumis à une tâche d'apprentissage. Les résultats obtenus ont été comparés à ceux observés chez des souris qui n'avaient pas reçu de caféine.

Des "traces" de caféine dans l'hippocampe

Ces résultats, très riches sur le plan descriptif, permettent plusieurs observations. Tout d'abord, la caféine laisse bel et bien des « traces » moléculaires à long terme

dans l'hippocampe, notamment sur le plan épigénétique. Et ces traces ne sont pas les mêmes selon les types cellulaires. Par exemple, certaines voies métaboliques semblent modulées à la baisse dans des cellules non neuronales de l'hippocampe (cellules gliales), alors que l'activité d'autres voies est à la hausse dans les neurones. Mais le plus intéressant concerne les observations effectuées en situation d'apprentissage. Le plus intéressant concerne les observations effectuées en situation d'apprentissage.

"Comme attendu lors d'une tâche d'apprentissage, l'activité transcriptionnelle qui reflète le niveau d'expression des gènes augmente dans l'hippocampe. C'est normal puisque cette structure est mobilisée pour mémoriser cette tâche. Mais nous constatons que cette augmentation est beaucoup plus forte chez les animaux qui consomment de la caféine régulièrement."

En regardant de plus près, les voies métaboliques réduites par la caféine dans les cellules gliales lorsque les animaux sont au repos sont finalement activées en cas d'apprentissage. Et celles activées dans les neurones le sont encore plus fortement. Ces données suggèrent que la caféine agit comme un facilitateur de réponse de l'hippocampe à une tâche mnésique, grâce une action concertée au niveau des cellules neuronales et non neuronales", conclut David Blum.

Plus qu'un stimulant, le café permet aussi d'améliorer la mémoire pendant au moins une journée. C'est en tout cas le résultat d'une étude récente qui devrait encourager les étudiants à boire du café, avec modération, la veille de leurs examens.

TENSIONS ENTRE LA RDC ET LE RWANDA LES

Appels à la désescalade

La tension s'est encore accrue entre la RDC et le Rwanda, après la mort d'un soldat congolais à la frontière avec le pays voisin. Ici, des habitants de Goma réagissent au passage de son corps, le 17 juin 2022.



Depuis que les violences entre le mouvement rebelle du M23 et l'armée congolaise se sont intensifiées dans l'est du pays, les discours de haine fusent et la tension ne faiblit pas entre Kinshasa et Kigali. Mais de nombreuses voix s'élèvent pour appeler à l'apaisement et à la désescalade. Le président kényan Uhuru Kenyatta s'est dit "inquiet", et s'apprête à accueillir dimanche 19 juin une réunion des commandants des forces de défense de la communauté est-africaine, que la RDC a rejoint récemment. La tension peine à retomber entre la République démocratique du Congo (RDC) et le M23. Les appels à l'apaisement et les discours se multiplient pour que les civils ne paient pas les frais des paroles de haine.

L'abbé Donatien Nsholé, secrétaire général et porte-parole de la Commission épi-

scopale nationale du Congo (Cenco), a déploré l'escalade de la violence et souhaite que les derniers événements n'abîment pas les relations entre les peuples de la RDC et du Rwanda, accusé de tirer les ficelles du mouvement rebelle. Il a pris la parole samedi 18 juin en marge du colloque sur le "Vivre Ensemble", organisé par l'archevêque de Lubumbashi, au micro de notre correspondante Denise Maheho. Il n'y a pas longtemps, le président de la CENCO a lancé un message dans lequel il invitait tous ceux qui sèment la désolation à l'Est, particulièrement à Goma, de cesser avec les armes. La violence ne sera jamais une solution à nos contentieux. Il y a d'abord le devoir de se convertir, car qui tue pêche et donc il doit se convertir. Il y a aussi le devoir de

dialoguer quand c'est nécessaire. Mais ce qui me fait craindre personnellement, c'est cette tendance à l'inimitié qui commence à croître entre les Congolais et nos frères voisins. Donc, il ne faudra pas que nos revendications puissent prendre le dessus sur la Parole de Dieu, qui nous invite à "Vivre ensemble". Donatien Nsholé, secrétaire général et porte-parole de la Commission épiscopale nationale du Congo (Cenco), déplore l'escalade de la violence à l'est de la RDC. Bintou Keita, la cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC, a quant à elle pris la parole pour rappeler sa préoccupation face à la violence des propos tenus au sujet de la crise dans l'est du pays : Les discours de haine empreignent de la

violence et nous divisent. Tournons le dos au racisme et à la xénophobie, ne cédon pas aux discours incendiaires qui n'ont que trop nourri la violence, là où, au contraire, nous devons renforcer la cohésion et le vivre ensemble.

Le Pôle institué, à Goma, tire la sonnette d'alarme sur la stigmatisation d'une communauté : il dénonce une "propagande haineuse" et parle d'une "évolution qui doit être prise au sérieux". Pour le secrétaire général des Nations unies, "les discours de haine sont un danger pour tous et c'est notre devoir à tous de les combattre". À Nairobi, une réunion des commandants des forces de défense de la communauté est-africaine, que la RDC a rejoint récemment, doit avoir lieu à Nairobi dimanche 19 juin. L'objectif étant de finaliser les préparatifs pour le déploiement d'une force régionale dans l'est de la RDC, force dont la création avait été annoncée en avril. Le Président kényan Uhuru Kenyatta a demandé cette semaine son activation. Dans un communiqué, il s'est dit "inquiet" des dernières tensions entre Kigali et Kinshasa, qui risquent, selon lui, de menacer les consultations entre le gouvernement et les groupes armés congolais, ouvertes à Nairobi en avril, pour rétablir la paix dans l'est du pays.

SÉNÉGAL

Des heurts à Dakar entre manifestants et forces de l'ordre

Yewwi Askan Wi avait maintenu son appel à la mobilisation malgré l'interdiction décrétée par le préfet et des échauffourées dans plusieurs quartiers. La principale coalition de l'opposition conteste le rejet de sa liste nationale menée par Ousmane Sonko pour les législatives prévues le 31 juillet. Trois personnes sont décédées vendredi, selon plusieurs sources, un chiffre non confirmé par les autorités.

Des heurts et des rassemblements ont éclaté de manière éparse dans la capitale. D'abord à Cité Keur Gorgui près du domicile d'Ousmane Sonko, ou un important dispositif de sécurité a été déployé vendredi. Là-bas, des partisans de l'opposant ont été dispersés avec des gaz lacrymogènes après la prière, en tout début

d'après-midi. L'opposant lui était bloqué à son domicile, encerclé par les forces de sécurité. Des échauffourées se sont également produites aux abords de la place de la Nation, où le rassemblement de l'opposition était annoncé à partir de 15h. Pneus brûlés, poubelles incendiées, puis, là encore, des tirs de gaz lacrymogènes. Une épaisse fumée noire s'est déclarée autour de l'obélisque. Il y a eu ensuite des va-et-vient entre forces de l'ordre et groupes de manifestants, parfois munis de masques et de vinaigre pour se protéger les yeux.

"Nous voulons, en tant que citoyen sénégalais, dire ici au président de la République qu'il n'est pas question de choisir ses adversaires puisque le champ politique est libre et accessible à tous ceux qui le veulent. S'il continue à barrer

la route aux listes de Yewwi Askan Wi et aux autres listes, les Sénégalais sortiront dans la rue pour manifester", clame un jeune manifestant.

Amadou Samba Guèye, 27 ans, s'est déplacé car il craint surtout une éventuelle troisième candidature du président Macky Sall en 2024 : "Nous on ne veut pas d'un troisième mandat, mais c'est leurs intentions. Pourquoi ils ne nous laissent pas manifester ? C'est notre droit ! C'est hyper injuste."

À quelques mètres du face à face, Mohammed, mécanicien, est impassible. Il ne comprend pas cette montée de tensions et veut simplement pouvoir travailler.

Des tensions ont aussi eu lieu dans le périmètre de l'axe routier de la VDN, où se

trouve le siège du parti de Déthié Fall, mandataire de Yewwi Askan Wi. Selon la coalition, Déthié Fall a été arrêté aux alentours de 16h, devant le bâtiment. Il est en garde à vue à la section de recherches pour "appel et participation à une manifestation interdite", précise son avocat.

Au total, près de 200 individus auraient été interpellés entre Dakar et la Casamance, selon le journal *le Soleil*. Dans sa déclaration vendredi soir, Ousmane Sonko a appelé à leur libération. La coalition au pouvoir Benno Bokk Yaakaar a salué dans un communiqué "la maturité démocratique du peuple sénégalais qui n'a pas répondu à l'appel insurrectionnel de la coalition Yewwi Askan Wi", accusée "d'irresponsabilité et d'immaturité".

CÔTE D'IVOIRE

Laurent Gbagbo reste un opposant discret

Rentré en fanfare le 17 juin 2021 à Abidjan après son acquittement par la justice internationale, l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo se positionne pour l'heure comme un opposant discret, tout en gardant un œil sur la présidentielle de 2025.

Une fois la liesse populaire accompagnant son retour retombée, l'ex-chef de l'Etat (2000-2011), âgé aujourd'hui de 77 ans, a rapidement affiché sa volonté de jouer le jeu de la réconciliation.

Lire aussi : « Je n'exclus rien » : en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo entretient le flou sur ses ambitions

En juillet 2021, il s'est d'abord rendu à Daoukro (centre), chez Henri Konan Bédié, ex-président jadis rival et désormais son allié. Quelques semaines plus tard, il était reçu par le président Alassane Ouattara, une première depuis leur duel à

la présidentielle de 2010 qui avait débouché sur une crise meurtrière.

L'accolade chaleureuse entre les deux hommes laissait entrevoir "des lendemains heureux comme l'espérait alors la presse. L'esprit de revanche, pour un républicain, ça ne marche pas. Pour Laurent Gbagbo, la Côte d'Ivoire passe au-dessus de tout", affirme à l'AFP, Justin Koné Katinan, un de ses fidèles lieutenants.

Après des années d'incarcération à La Haye, accusé puis acquitté par la Cour pénale internationale de crimes contre l'humanité, le Woody a toutefois voulu reprendre toute sa place dans le jeu politique ivoirien. En octobre, alors qu'il lance le Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), une nouvelle formation politique panafricaniste de gauche, il assure vouloir continuer la politique

jusqu'à sa mort. Mais si la plupart des cadres du Front populaire ivoirien (FPI), son parti historique, l'ont suivi dans cette aventure, quelques poids lourds manquent à l'appel : parmi eux, Simone Gbagbo, ex-première dame dont il a demandé le divorce, et Pascal Affi N'Guessan, son ancien premier ministre avec lequel il est en rupture politique.

Depuis lors, outre quelques piques contre le troisième mandat controversé de son successeur, M. Gbagbo se garde généralement de tirer à boulets rouges sur le pouvoir actuel. "A part deux, trois saillies lors de visites à l'intérieur du pays, ce n'est pas le foudre de guerre qu'on attendait", confirme Arthur Banga.

Début juin, les députés de son camp ont même voté en faveur d'Adama Bictogo, le candidat de la majorité, à l'élection du président de l'Assemblée nationale.

Pour plusieurs observateurs, cette opposition modérée s'explique aussi par l'épée de Damoclès judiciaire qui plane toujours au-dessus de la tête de Laurent Gbagbo. Car s'il a été acquitté par la justice internationale, il reste condamné par contumace en 2018 en Côte d'Ivoire à vingt ans de prison pour le "braquage" de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pendant la crise post-électorale de 2010-2011. "Cette condamnation le contraint à la discrétion. Le pouvoir peut à tout moment activer la procédure judiciaire", estime le politologue et essayiste ivoirien Geoffroy Kouao.

Les résultats du PPA-CI aux élections municipales et régionales de 2023 seront un premier indicateur du poids politique que pèse encore M. Gbagbo en Côte d'Ivoire.

Agences

TIR SPORTIF AU JM

"Nous visons une médaille en air comprimé"

Les sélections nationales de tir sportif visent "une médaille en air comprimé" lors des épreuves des Jeux méditerranéens d'Oran-2022 (25 juin - 6 juillet), malgré la présence des meilleurs tireurs mondiaux issus du bassin méditerranéen, a assuré le président de la Fédération algérienne de la discipline (FATS), Abderezzak Lazreg.

"Nous visons une médaille en air comprimé, notamment l'athlète Houda Chaïbi, malgré la présence des meilleurs tireurs au monde issus du bassin méditerranéen, à l'image des sélections espagnole, française, italienne et égyptiennes, qui comptent en leur sein, des champions du monde et olympique", a déclaré Lazreg à l'APS.

"Nos athlètes ont amélioré leurs résultats lors des dernières compétitions, dont Chaïbi qui avait pris part aux épreuves de carabine aux Jeux olympiques de Tokyo en 2021. Dans les autres spécialités, nous ambitionnons de réaliser le meilleur classement possible, car il sera impossible de rivaliser avec le niveau des participants, notamment, au tir à l'arc", a-t-il ajouté.

Concernant la préparation pour les joutes d'Oran, le président de la FAST a indiqué que les sélections nationales ont effectué 12 stages sur le territoire national à Tipasa et Mascara, avant de prendre part à des compétitions internationales en Egypte, Turquie, Italie et Azerbaïdjan.

"A l'issue des stages étalés sur plus de 10 mois, nous avons sélectionné les meilleurs athlètes de chaque spécialité pour représenter les couleurs nationales aux JM et avons établi une liste de remplaçants en cas de blessures", a-t-il fait savoir. De son côté, le directeur technique national Mohcen Louchahi, a estimé que "l'aspect psychologique sera déterminant dans les épreuves de tir sportif, qui reposent également sur le travail physique et technique".

Les épreuves de tir sportif (messieurs et dames), qui s'étaleront sur toute la durée des JM d'Oran (25 juin - 6 juil), seront réparties sur les spécialités suivantes : tir au plateau (trap et skeet), tir air comprimé (pistolet 70 m et carabine 70 m) et tir à l'arc 70 m.

JM-ORAN 2022

Mobilis inaugure un centre technique pour surveiller la qualité du réseau mobile

Le partenaire technologique des Jeux méditerranéens 2022 Mobilis a lancé un centre technique pour surveiller la qualité et la disponibilité du réseau mobile à l'occasion de cet événement historique, indique un communiqué de l'opérateur.

A une semaine de l'ouverture des Jeux méditerranéens, Mobilis a inauguré ce centre technique pour assurer la disponibilité de ses services dans la région d'Oran en termes de couverture et de rapidité, 24h/24 et 7j/7.

Il a, également, été procédé à la vérification de la qualité du réseau Mobilis à travers une tournée organisée dans la ville, en utilisant des moyens et applications neutres ayant enregistré des records aux niveaux local et national.

Ces chiffres traduisent la détermination de Mobilis à offrir les meilleurs services aux Oranais et à leurs hôtes.

"Fidèle à son engagement pour un



service répondant aux standards internationaux, Mobilis, partenaire technologique des Jeux méditerranéens, ne ménagera aucun

effort pour concourir à l'aboutissement de cet important événement", souligne l'opérateur dans son communiqué

ORAN AU CŒUR DE LA MEDITERRANEE

Inclure le sport dans la culture de la paix

Inclure le sport dans la culture de paix et du "vivre ensemble" est un "impératif" pour l'avenir de la région de la Méditerranée, a déclaré samedi Cheikh Khaled Bentounes, président d'honneur de l'Association internationale soufie alawia (AISA) et initiateur de la journée internationale du "Vivre ensemble en paix". Dans une intervention par visioconférence lors d'un colloque intitulé "Oran, au cœur de la Méditerranée", initié par le Comité d'organisation des Jeux méditerranéens (COJM), Khaled Bentounes a appelé à "inclure le sport comme moyen de rapprochement des peuples" de la région et à "inculquer les principes de

paix et de fraternité aux générations futures". "L'organisation des JM 2022 d'Oran permettra aux jeunes des deux rives de la Méditerranée de mieux se connaître, se respecter mutuellement, se rassembler, coopérer et gérer l'avenir (des) peuples et nations" de la région, a-t-il affirmé. "L'organisation de ces jeux à Oran va dans le sens du rapprochement, de la réunion et de la paix", a-t-il ajouté. Sur ce point, il a émis le souhait de voir le sport aider à renforcer davantage la paix et le "vivre ensemble" dans la Méditerranée, berceau des plus grandes civilisations du monde (arabo-musulmane, pharaonique, grecque, romaine). A cet

effet, il a appelé les jeunes des deux rives du bassin méditerranéen à profiter pleinement de ces moments d'amitié et d'échanges et à être des médiateurs de paix et de fraternité dans la Méditerranée pour "construire ensemble l'avenir". Abordant l'importance du sport dans l'instauration de la paix dans le monde, il a cité le tournoi de ping-pong qui a poussé les Etats-Unis d'Amérique et la Chine à nouer des relations diplomatiques. L'Algérie avait, pour rappel, proposé une journée internationale du Vivre ensemble, adoptée par les Nations Unies à l'unanimité des 193 Etats membres en 2017.

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE D'ESCRIME

L'Algérie décroche trois nouvelles médailles, dont une en or

La sélection algérienne d'escrime a remporté trois nouvelles médailles (1 or, 1 argent, 1 bronze) lors de la 4e journée des Championnats d'Afrique seniors de la discipline, consacrée aux épreuves par équipes, disputées samedi Casablanca (Maroc).

La médaille d'or a été décrochée par l'équipe de sabre féminin, composée de Saoussen Boudiaf, Zahra Kahli, Abik Bounekab et Kaouter Mohamed-Belkbir, après sa victoire en finale devant la Tunisie (45-27). Celle en argent a été l'œuvre de l'équipe de fleuret masculin, composée de Salim Heroui, Youcef Madi, Dani Adem Felah, qui s'est inclinée en finale face à

l'Egypte (20-45). Quant à la médaille de bronze algérienne de la journée, elle a été obtenue par l'équipe d'épée féminine, composée de Meroua Gueham, Yousra Zeboudj, Racha Malek, vainqueur de la finale pour la 3e place devant le Sénégal (45-43). A l'issue de cette quatrième journée de compétition, l'Algérie totalise six médailles (2 or, 1 argent, 3 bronze). Les trois premières médailles algériennes avaient été décrochées par Zahra Kahli qui a battu en finale du sabre féminin l'Egyptienne Nada Hafez (15-10), alors que les deux médailles de bronze sont l'œuvre de Saoussen Boudiaf (sabre féminin) et Youcef Madi

(fleuret masculin). Les autres escrimeurs algériens engagés aux Championnats d'Afrique se sont contentés des places d'honneur, à l'image de Meriem Mebarki (5e au fleuret féminin) ou encore Raphael Berkani (8e épée masculine). L'Algérie prend part au rendez-vous de Casablanca avec une sélection composée de 21 athlètes (11 dames et 10 messieurs) dans les trois armes : sabre, épée et fleuret. La 5e et dernière journée de compétition, prévue dimanche, sera consacrée aux épreuves par équipes de fleuret féminin, sabre masculin et épée masculine.

APS

BOHEMIAN RHAPSODY



21h00



En 1970, à Londres, le chanteur et compositeur Freddie Mercury monte le groupe Queen, avec le guitariste Brian May et le batteur Roger Taylor. Le bassiste John Deacon les rejoint un an plus tard. Celui qui allait devenir une référence de la musique pop rencontre Mary Austin avec laquelle il entretient une longue et indéfectible relation. Les radios sont réticentes à passer la musique du groupe. Brian May pousse ses partenaires à expérimenter. Cela donnera «Bohemian Rhapsody», morceau de bravoure opératique, qui deviendra l'un des temps forts de leurs concerts. Alors que le groupe multiplie les albums et les tournées, Freddie Mercury multiplie les excès en tout genre...

PATTAYA



21h00



Franky ne s'est toujours pas remis de sa rupture avec Lilia, son impétueuse petite amie. C'est alors que Krimeo, son meilleur ami d'enfance et spécialiste des coups hasardeux, lui propose de rejoindre un autre ami de la cité, Reza, qui vit désormais à Pattaya, en Thaïlande. Mais le voyage coûte beaucoup trop cher pour eux. Afin de le financer, ils décident de faire participer un ancien camarade de classe à un combat de boxe thaï pour nains.

THE TOURIST

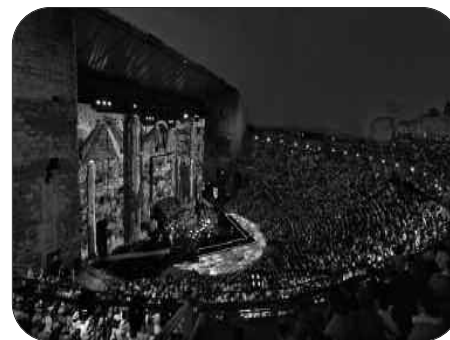


21h00



Dans l'Outback australien, un homme roule tranquillement quand un semi-remorque débarque de nulle part, le prend en chasse et finit par le percuter violemment. A son réveil, il ne se souvient de rien, pas même de son nom. Helen Chambers, agent de police en formation, est envoyée à l'hôpital pour le questionner. Quittant l'hôpital pour suivre la seule piste dont il dispose, il croise la route de Luci, une serveuse...

MUSIQUES EN FÊTE



21h00



Cette année, "Musiques en fête" célèbre l'amour en musique. Judith Chaine et Cyril Féraud retrouvent les 8000 spectateurs du Théâtre antique d'Orange pour un spectacle haut en couleurs. Une soirée au cours de laquelle les plus grands artistes lyriques et instrumentistes du moment côtoieront de jeunes talents, mais aussi des invités spéciaux du monde de la chanson et du spectacle vivant. Opéra, opérette, comédie musicale, musique classique, musiques de film, danse, ainsi que les plus grands succès de la chanson française : à travers une programmation éclectique, c'est un hommage à l'amour qui sera rendu par 20 solistes et plus de 150 musiciens d'orchestre et artistes de chœur.

LA SELECTION DE MIDI LIBRE

LILI MARLEEN



21h00



À Zurich, en 1938. Willie, une jeune chanteuse de cabaret allemande, recherche la célébrité. Elle aime Robert, un musicien suisse d'origine juive. Mais le père de celui-ci, David, un riche avocat à la tête d'une organisation clandestine d'aide aux réfugiés, est hostile à cette relation. La guerre les sépare. Sous la protection du commissaire à la culture du IIIe Reich, Willie devient une figure de la propagande du régime, et sa chanson "Lili Marleen" est sur toutes les lèvres. Mais elle n'a pas oublié Robert. Pour le retrouver, elle rejoint la résistance...

BOB MARLEY - LIVE AT RAINBOW



21h00



Enregistré le 4 juin 1977, ce concert devenu mythique sur la scène du Rainbow Theatre de Londres marquait la dernière étape de la tournée Exodus. On y retrouvait des classiques tels que "I Shot the Sheriff", "No Woman, No Cry" et "Jammin". Bob Marley était alors accompagné des Wailers : Aston "Familyman" Barrett à la basse, Tyrone Downie aux claviers, Carlton Barrett à la batterie, Julian (Junior) Marvin à la guitare, Alvin "Seeco" Patterson aux percussions et les I-Threes aux chœurs (Rita Marley, Marcia Griffiths et Judy Mowatt).

ET SI ON
SE RENCONTRAIT ?



21h00



Retour sur le parcours de couples qui se sont formés à distance, sur les réseaux sociaux, un forum de discussion ou une application de rencontres. Depuis des mois, des années parfois, ils entretiennent une véritable relation sans pour autant partager le quotidien. Ce rendez-vous propose de revoir les meilleures séquences de la saison 2 de "Et si on se rencontrait". Emotion et fous rires garantis.

NEW YORK UNITÉ SPÉCIALE



21h00



L'équipe intervient sur un enlèvement d'enfant qui s'est passé dans le métro. Le garçon a été arraché à son père, David Morris, membre d'une riche famille de promoteurs alors qu'ils se rendaient ensemble dans un stade. Ce dernier, récemment divorcé, fréquente depuis peu une serveuse qu'Amanda et Fin partent interroger. Cette affaire rappelle un enlèvement survenu en 1999 dans le même quartier sur lequel Olivia avait enquêté.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	03:37
Dohr	12:49
Asr	16:41
Maghreb	20:12
Icha	22:02

INSTALLÉ EN FRANCE

UN MÉDECIN ALGÉRIEN RACONTE SON DÉSESPOIR

Beaucoup de médecins, notamment des Algériens, vont en France pour une meilleure qualité de vie, mais aussi dans l'espoir d'exercer leur métier avec plus d'aisance. Cependant, la désillusion fait vite surface quand ces jeunes rencontrent les obstacles auxquels ils doivent faire face.

En effet, d'après les propos de l'AFP rapportés par *France 24*, les médecins qui ne sont pas diplômés au sein de l'Union européenne se retrouvent vite désespérés, et pensent même à "abandonner".

Ils doivent "entreprendre un vrai parcours du combattant", entre procédures administratives diverses, examens très sélectifs et divers autres obstacles. S'ils veulent prétendre aux mêmes postes et aux mêmes conditions que les médecins issues d'un cursus européen, ils doivent s'y plier. Certains médecins témoignent de cette injustice, comme ce spécialiste en chirurgie orthopédique et traumatologie d'origine algérienne. Il affirme opérer plus de 400 personnes par an, et même former des internes tout en ayant un contrat dit "précaire". De plus, ses compétences à l'international sont reconnues au vu des congrès auxquels il participe en plus d'être membre de dix sociétés savantes.

La plupart rémunérés "à bas prix"

Le nombre de médecins venant de pays étrangers à l'Union européennes qui exercent cette profession au sein des hôpitaux publics en France est conséquent et pour la plupart, ils ne disposent que de contrats précaires très loin de ceux dont bénéficient leurs confrères européens. En effet, près de 5.000 praticiens sont dans ce cas,



avec des salaires nettement inférieurs. Dans ce contexte, un médecin témoigne à son tour. La spécialiste révèle être cheffe de service, directrice d'un centre dédié à la prise en charge des enfants mais aussi enseignante à la fac, en plus de publier des articles dans des revues scientifiques. Malgré ce palmarès des plus glorieux, elle a "l'impression qu'ils n'ont pas lu son dossier et que les Français veulent des médecins à bas prix".

D'ailleurs, suite à la crise sanitaire du Covid-19 qui avait sollicité et mobilisé le corps médical au plus haut point, plusieurs grands noms de la médecine avaient plaidé la cause des médecins diplômés hors Union européennes. Ils avaient demandé "la reconnaissance de la République pour leur engagement connaissant les risques de la pandémie, la fatigue, et la charge mentale tout cela avec salaire dérisoire".

Ces mêmes médecins, lassés de la situation plus qu'insupportable, s'étaient

regroupés en juin dernier devant le ministère de la Santé à Paris dans le but de rappeler au gouvernement qu'ils "n'avaient que trop attendu les validations de leur autorisation d'exercice en France".

1.200 médecins algériens quittent l'Algérie pour la France

C'est le 5 février 2022 que le président de Syndicat national des praticiens de le santé publique (SNPSP), le docteur Lyes Merabet, a révélé ce chiffre par le biais d'une publication sur son profil Facebook officiel.

Ces praticiens de toutes spécialités confondues ont tous réussi dans un concours d'équivalence, ce qui leur permet de quitter l'Algérie et de s'installer en France, une triste nouvelle pour le pays qui a grandement besoin de son corps médical.

VOLS FRANCE - ALGÉRIE

TUI FLY LANCE 2 NOUVELLES DESSERTES

Avec la pandémie Covid-19, le secteur du tourisme s'est vu grandement impacté. En effet, plusieurs compagnies aériennes ont suspendu leurs activités pendant deux ans. Et pour cause, la fermeture des frontières pendant cette période.

C'est notamment le cas du transporteur aérien Tui Fly, qui assure la desserte de l'Algérie depuis la Belgique. Par ailleurs, grâce au renforcement du nombre des vols annoncé durant le mois de mai dernier, l'Algérie a pu ouvrir les portes de plusieurs de ses aéroports sur le pavillon international. Il est question, notamment, de ceux de Bejaia, Sétif, Tlemcen et Annaba.

Et c'est vers deux de ces structures aéroportuaires que la compagnie belge Tui Fly a décidé de lancer ses deux nouvelles routes. En effet, c'est dans un communiqué de l'aéroport de Lille que les deux nouvelles lignes ont été dévoilées. Ainsi, Tui Fly desservira les deux aéroports de Bejaïa et de Tlemcen depuis celui de Lille.

Par conséquent, Le programme du transporteur belge à destination de Tlemcen, s'affiche comme suit :

- Dans le sens Lille – Tlemcen : tous les mercredis, départ à 13h00 et l'arrivée à 15 h 05;
- Dans le sens Tlemcen – Lille : départ à 15 h 40 et arrivée à 19 h 45.

Tu fly va également desservir l'aéroport Abane-Ramdane de Béjaïa, à raison d'un vol par semaine et ce chaque mercredi :

- Depuis Lille vers Béjaïa : départ à 6 h et l'arrivée à 7 h 50;
- Depuis Béjaïa à destination de Lille : départ à 8 h 25 et arrivée à 12 h 20.

Il faut préciser que sur ces deux lignes, aucune autre compagnie aérienne ne rivalise avec Tu Fly pour desservir l'Algérie, du moins pour l'instant.

Les vols de Tui Fly vers ces deux aéroports algériens prendront effet à compter du 6 juillet 2022. Cependant, avec la flambée des prix connue ces derniers jours, les voyageurs algériens s'inquiètent sur la sommes à dépenser pour passer

quelques jours en famille.

Pour ce qui est de la ligne vers Tlemcen la compagnie aérienne belge affiche ses billets pour le premier vol au prix de 839.99 euros l'aller simple. Un tarif qui représente parfaitement la hausse des prix à destination de l'Algérie. En revanche, à partir de son second vol, celle-ci baisse ses prix pour atteindre les 400 euros, c'est notamment le cas de la liaison prévue pour le 13 juillet prochain.

La compagnie continue sur cette lancée, pour atteindre les 214.99 euros, le 3 août 2022.

Cependant, depuis l'aéroport lillois vers celui de Béjaïa, Tuifly a décidé de commercialiser ses vols au prix de 859.99 euros pour un aller simple en classe économique. Pour cette ville, les tarifs de ce transporteur belge restent assez élevés, c'est le cas par exemple du vol prévus pour le 20 juillet prochain commercialisé à plus de 420 euros. Surtout pour les familles nombreuses qui souhaitent regagner le territoire national pendant cet été.

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE
D'ESCRIME

Les Algériens se distinguent à Casa

Les escrimeurs algériens se distinguent dans les championnats d'Afrique séniors qui se déroulent à la ville marocaine Casablanca. Ils s'offrent trois nouvelles médailles, 1 or, 1 argent et enfin 1 bronze, lors de la 4^e journée de la discipline, consacrée aux épreuves par équipes, disputée hier. La médaille d'or a été décrochée par l'équipe de sabre féminin. Composée de Saoussen Boudiaf, Zahra Kahli, Abik Bounekab et Kaouter Mohamed-Belkbir, elle a pris le dessus sur la Tunisie (45-27).

L'équipe de fleuret masculin, composée de Salim Heroui, Youcef Madi, Dani Adem Felah, s'offre l'argent. Elle s'est inclinée en finale face à l'Égypte (20-45).

Quant à l'équipe d'épée féminine, composée de Meroua Gueham, Yousra Zeboudj, Racha Malek, elle se contente de l'argent. Vainqueur de la finale pour la 3^e place devant le Sénégal (45-43).

À l'issue de cette quatrième journée de compétition, l'Algérie totalise 6 médailles. Les escrimeurs algériens s'offrent 2 or, 1 argent et 3 bronze. En effet, les trois premières médailles algériennes ont été décrochées par Zahra Kahli qui a battu en finale du sabre féminin l'Égyptienne Nada Hafez (15-10). Les deux médailles de bronze sont l'œuvre de Saoussen Boudiaf (sabre féminin) et Youcef Madi (fleuret masculin).

Les autres escrimeurs algériens engagés aux Championnats d'Afrique se sont contentés des places d'honneur. On cite, entre autres, Meriem Mebarki (5^e au fleuret féminin) et Raphaël Berkani (8^e épée masculine).

Il est à noter que la sélection nationale d'escrime prend part à la compétition en question avec 21 athlètes, soit 11 dames et 10 messieurs. Des athlètes engagés dans les trois armes : sabre, épée et fleuret.

ÂGÉE DE 37 ANS

La journaliste Sabrina Khelifi est décédée

La journaliste de la chaîne *Canal Algérie* de la Télévision publique, Sabrina Khelifi, est décédée, hier, à l'âge de 37 ans, à la suite d'une crise cardiaque, a indiqué la Télévision publique dans un bulletin d'information.

Elle a rejoint la Télévision nationale en 2006 en qualité de journaliste reporter. Elle animait l'émission *Bonjour d'Algérie*.

La rédaction du *Midi Libre* présente ses condoléances à la famille de la défunte, priant Dieu, le Tout Puissant de l'accueillir dans son vaste paradis.